



Paraît le lundi matin

Published every Monday morning

Abonnements \$2 par an
Subscriptions a year

Payables d'avance
Payable in advance

MUNICIPAL Gazette MUNICIPALE DE — OF Montreal

Organe officiel de la Corporation
de la Ville de Montréal

Official organ of the Corporation
of the City of Montreal

CANADA

Toutes communications se rapportant aux annonces ou aux abonnements devront être adressées tout simplement comme suit :

"La Gazette Municipale"
Bureau de Poste: 299 ou 42 Place Jacques-Cartier, Montréal.

Toutes communications se rapportant à la rédaction devront être adressées comme suit :

"La Gazette Municipale"
Hôtel de Ville, — Montréal.

All communications relative to advertisements or subscriptions should be addressed simply as follows :

"The Municipal Gazette"
Post Office Box: 299 or 42 Jacques-Cartier Square, Montreal.

All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows :

"The Municipal Gazette"
City Hall, — Montreal.
TELEPHONE MAIN 4240

Amendements à la Charte de la Cité

Adoptés par le Conseil le 22 décembre 1910.

1. L'article suivant est ajouté après l'article 24 de la loi, 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par l'article 18 de la loi 1 George V, chapitre 48.

"24a.—Le Maire, les membres du Conseil Municipal et du Bureau des Commissaires sont exempts de servir comme jurés. (Statuts refondus 3408)."

2. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 44:—

"44a.—Les compagnies ou corporations à fonds social pourront être inscrites sur la liste des électeurs et voter au nom et par l'entremise d'un représentant de la Compagnie, dûment autorisé à cet effet par une résolution dont copie doit être produite chez le Greffier de la Cité, le ou avant le premier décembre de chaque année, et elles peuvent exercer ce droit dans tous les quartiers où elles payent des taxes.

Pourvu que les relations du dit représentant de la compagnie soient celles de directeur ou d'employé à la date de l'autorisation et à la date que tel directeur ou employé sera appelé à exercer son suffrage."

3. L'article 52 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est abrogé et remplacé par le suivant:—

"52. Le président du bureau des estimateurs, en faisant la liste des électeurs pour chacun des quartiers de la Cité, la subdivise chaque quartier en autant d'arrondissements de votation qu'il jugera nécessaires, chacun de ces arrondissements ne devant pas contenir plus de 800 électeurs".

4. L'article 54 de la loi 62 Victoria, chap. 58, tel que remplacé par 3 Edouard VII, chapitre 62, article 9, est de nouveau remplacé par le suivant:—

"54. Il fait, pour chacun des arrondissements de votation, une liste alphabétique des électeurs possédant le cens électoral requis pour être inscrits sur cette liste, qu'il signe et certifie sous serment prêté devant un juge de paix, comme étant exacte au meilleur de sa connaissance et croyance.

Le Greffier doit alors établir définitivement les arrondissements de votation et les diviser au besoin, de manière que le nombre des électeurs habiles à voter dans chaque bureau de votation n'exécède pas deux cents".

5. L'article 48 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 63 Victoria, chapitre 49, section 3, est abrogé.

Amendments to the Charter of the City

(Adopted by Council, on the 22d December, 1910.)

1. The following article is added after Art. 24 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by Art. 18 of the Act 1 George V, chapter 48:—

"24a.—The Mayor, the members of the Municipal Council and of the Board of Commissioners shall be exempted from acting as jurors (Revised Statutes, 3408.)"

2. The following article is inserted in the Act 62 Victoria, chapter 58, after Article 44:—

"44a.—Joint stock companies or corporations may be entered on the voters' list and vote in the name of and through a representative of the company, duly authorized to that effect by a resolution, a copy whereof shall be filed with the City Clerk on or before the 1st December of each year, and they may so vote in all the wards where they pay taxes.

Provided that the connection of the said representative of the company be that of a director or of an employee at the date when the authorization shall be given and at the date when such director or employee shall be called upon to cast his vote."

3. Article 52 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is repealed and replaced by the following:—

"52.—The chairman of the Board of Assessors, in preparing the electors' list for each ward of the City, shall subdivide each ward into as many polling districts as he may deem necessary, and each of such districts shall contain not more than 800 electors."

4. Article 54 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by 3 Edward VII, chapter 62, Article 9, is further replaced by the following:—

"54.—He shall make for each polling district an alphabetical list of the electors qualified to be entered thereon, which he shall sign, and certify under oath before a justice of the peace, as correct to the best of his knowledge and belief.

The Clerk shall thereupon finally establish the polling districts and divide the same if required, in order that the number of qualified voters in each poll shall not exceed two hundred."

5. Article 48 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the Act 63 Victoria, chapter 49, section 3, is repealed.

6. Les articles 61 et 62 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tels qu'amendés par la loi 63 Victoria, chapitre 49, section 4, sont remplacés par les suivants:—

"61. Le premier décembre, le président du Bureau des estimateurs transmet la liste attestée des électeurs au Greffier de la Cité, qui la garde dans son bureau, où elle peut être examinée par les parties intéressées jusqu'à ce qu'elle soit définitivement révisée."

"62. Sur réception de la liste qui lui est remise par le (président du Bureau des estimateurs), le Greffier de la Cité fait immédiatement insérer dans deux journaux français et deux journaux anglais, un avis suivant la formule No. 2, de la révision de la liste des électeurs, fixant le jour et l'endroit où la liste de chacun des quartiers sera révisée."

7. L'article 105 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 4 Edouard VII, chapitre 49, article 3, est de nouveau remplacé par le suivant:—

"105. Six jours au moins avant la votation, le greffier de la Cité doit donner avis public en la manière pourvue par la Charte de la date de l'élection.

Ledit avis doit indiquer les noms, domiciles et occupations des personnes mises en candidature dans l'ordre dans lequel ils sont ou seront imprimés sur les bulletins qui doivent servir à la votation, et cet ordre doit être alphabétique.

L'officier-rapporteur doit en même temps publier des copies imprimées des instructions qui doivent servir à guider les électeurs sur la manière de voter.

L'officier-rapporteur doit, entre le jour de la nomination et le jour de l'élection, tenir, dans chaque quartier, un bureau de renseignements pour les électeurs et envoyer à ces derniers des cartes ou lettres, leur indiquant l'endroit où ils doivent voter. Ces cartes ou lettres seront envoyées à l'adresse mentionnée sur la liste électorale ou, à tout autre endroit, où, dans l'opinion de l'officier-rapporteur, l'électeur pourra plus sûrement être atteint.

Mais toute erreur ou omission commise par le Greffier ou ses représentants relativement à l'envoi de ces avis ne pourra en aucune façon invalider l'élection d'aucun candidat, ni donner lieu à aucun recours quelconque soit contre la Ville ou contre le Greffier de la Cité ou ses représentants.

8. L'article 223 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est amendé en y ajoutant la sous-section suivante:—

"f.—Quiconque directement ou indirectement durant les trente jours précédant la date d'une élection municipale organise ou ouvre des comités d'élections ou bureaux de renseignements."

9. L'article 289 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est abrogé et remplacé par le suivant:—

"289. Si, à une assemblée spéciale ou mensuelle, les affaires soumises n'ont pu être entièrement expédiées, le conseil peut s'ajourner aussi souvent qu'il est nécessaire pour la considération et la dépêche des affaires inachevées; mais aucune affaire nouvelle ne peut être soumise ou prise en considération à aucun de ces ajournements, si ce n'est avec le consentement unanime de tous les Membres du Conseil présents et du Maire."

10. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58 est amendé en remplaçant le paragraphe 7 par le suivant:—

"7.—Pour prescrire la manière de placer, ou défendre de placer sur les rues, allées, trottoirs et terrains publics, des enseignes, poteaux d'enseignes, auvents, poteaux d'auvents, poteaux de téléphone, de télégraphe et d'électricité, abreuvoirs pour chevaux, râteliers et autres obstructions, et pour régler l'affichage et la distribution de prospectus et réclames; pour définir ce qu'il faut entendre par "enseignes lumineuses et électriques", pour prescrire en quel métal devront être ces enseignes ainsi que leurs supports, la manière de les fixer aux bâtisses et de les placer sur les rues, allées, trottoirs et terrains publics, ou de les prohiber en tout ou en partie; pour définir les devoirs et pouvoirs de l'Inspecteur de la Cité ainsi que tous autres officiers, que le Conseil pourra nommer à cette fin; pour émettre des certificats autorisant le Trésorier de la Cité à octroyer des permis pour la construction, la pose ou le maintien d'enseignes lumineuses ou électriques; pour exiger qu'un dessin desdites enseignes lui soit soumis en

6. Articles 61 and 62 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the Act 63 Victoria, chapter 49, section 4, are replaced by the following:—

"61.—On the 1st of December, the chairman of the Board of Assessors shall deliver the certified voters' list to the City Clerk, who shall keep the same in his office, where it may be examined by the interested parties until finally revised."

"62.—On receipt of the list delivered to him by the Chairman of the Board of Assessors, the City Clerk shall forthwith cause to be inserted in two French and two English newspapers a notice of the revision of the electors' list (as per form 2) stating the day when and place where the list for each ward shall be revised."

7. Article 105 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the Act 4 Edward VII, chapter 49, article 3, is further replaced by the following:—

"105.—Six days at least prior to the voting, the City Clerk shall give public notice, as provided by the Charter, of the date of the election.

The said notice shall indicate the names, domiciles and occupations of the persons nominated in the order in which they are or will be printed on the ballot-papers to be used at the polling, and the order of such names shall be alphabetical.

The returning-officer shall, at the same time, publish printed instructions for the guidance of electors in voting.

The returning-officer shall, between the day of the nomination and the day of the election, keep, in each ward, an information bureau for the electors and send to the latter cards or letters indicating the place where they are to vote. Such cards or letters shall be sent to the address mentioned on the voters' list or to any other place where, in the opinion of the returning-officer, the elector is most likely to be reached.

But any error or omission committed by the City Clerk or his representatives in connection with the transmission of such notices shall in no wise invalidate the election of any candidate nor give rise to any recourse whatsoever either against the City or against the City Clerk or his representatives."

8. Article 223 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is amended by adding thereto the following sub-section:—

"f.—Who, directly or indirectly, during the 30 days preceding the date of a municipal election, organizes or opens any electoral committees or information bureaux."

9. Article 289 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is repealed and replaced by the following:—

"289.—If, at any special or monthly meeting, the business cannot be fully disposed of, it shall be lawful for the Council to adjourn as often as may be deemed necessary for the consideration and disposal of the unfinished business; but, no new business shall be brought up or considered at any such adjourned meeting, except with the unanimous consent of all the members of the Council present and of the Mayor."

10. Article 300 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is amended by replacing paragraph 7 thereof by the following:—

"7.—To regulate or prevent the use of streets, alleys, sidewalks and public grounds for signs, sign-posts, awnings, awning-posts, telegraph, telephone and electric poles, horse troughs, racks and other obstructions, and to regulate the posting and distributing of hand-bills and advertisements; to define what is to be meant by "illuminated and electric signs", to prescribe of what metal such signs and the supports thereof shall be made, and how the same shall be attached to buildings and placed on the streets, alleys, sidewalks and public grounds, or to prohibit said signs in whole or in part; to define the duties and powers of the City surveyor, as well as of any other officials the Council may appoint for that purpose; to issue certificates authorizing the City Treasurer to grant permits for the erection, placing or maintenance of illuminated or electric signs; to require that a design of said signs be submitted to the City Surveyor with the appli-

même temps que la demande de certificat et que ce dessin soit laissé à son département où il sera déposé aux archives; pour faire disparaître toute nuisance ou obstruction sur les trottoirs, rues, ruelles et terrains publics, et pour empêcher qu'ils ne soient encombrés de voitures, de boîtes, de bois ou d'autres choses; pour régler le usage des poteaux et d'anneaux pour attacher les chevaux et pour prohiber la chose dans toute partie de la cité; et le Conseil doit défendre l'amoncellement de neige ou de toute autre chose dans les rues, allées ou places publiques par les personnes possédant ou exploitant des lignes de tramways le long des, ou à travers les dites rues, allées ou places publiques."

11. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est amendé en y ajoutant les sous-sections suivantes.—

"Nonobstant toute loi ou disposition à ce contraire, pour régler ou prohiber l'usage de trompes ou d'autres appareils d'avertissement sur les automobiles, pour obliger les propriétaires et les chauffeurs d'automobiles dans la Cité à se pourvoir d'un permis (licence) et pour établir un tarif de prix pour toutes les compagnies et tous les individus possédant des automobiles pour louage (voitures à taximètre) dans la Cité, pour régler la circulation et les lumières des automobiles pour louage (voitures à taximètre) ou pour usage privé, fixer des postes de stationnement et prescrire le temps pendant lequel toutes automobiles pourront stationner sans interruption, et défendre qu'elles stationnent ou attendent à aucuns autres endroits que ceux ainsi fixés, avec ou sans chauffeurs.

Pour forcer les propriétaires de voitures de place de pourvoir leurs voitures de taximètres et pour donner à la Cité le droit d'établir un tarif pour telles voitures."

12. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chap. 58, tel qu'amendé, est de nouveau amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"13.—Pour prohiber, dans tous magasins ou établissements de commerce quelconques, la vente, le don et la livraison, à toutes personnes ou individus non commerçant et trafiquant en semblables matières, de pistolets, fusils à vent, couteaux-poignards, poignards, couteaux à gaine, dagues ou autres armes offensives du même genre, si ce n'est sur recommandation écrite du chef de police ou du chef de la sûreté, qui pourront accorder ou refuser, à discrétion, telle recommandation."

13. La sous-section 84 de l'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est abrogée et remplacée par la suivante:—

"84.—Pour régler la subdivision en rues de tout terrain situé dans les limites de la cité, pour prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la cité, et pour obliger les propriétaires de rues et de ruelles privées à indiquer que les dites rues et ruelles n'appartiennent pas à la Cité.

Il sera loisible au Conseil de prendre possession et d'inscrire dans le registre des rues, comme rue publique, toute rue faisant partie d'un terrain subdivisé en lots et dont la subdivision est enregistrée."

14. L'article 300a tel qu'ajouté par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, article 24, est abrogé et remplacé par le suivant:—

"300a.—Nonobstant le paragraphe 29 de l'article 300, le Conseil peut, par simple résolution, autoriser le Bureau des Commissaires à établir, fixer et changer, de temps à autre, les postes de cochers."

15. L'article suivant est ajouté après l'article 301 de la loi 62 Victoria, chapitre 58.

"301a.—Tout règlement d'emprunt pourra comprendre un ou plusieurs objets, pour lesquels la Cité a par sa charte le pouvoir d'emprunter et il ne sera pas nécessaire de faire un règlement séparé pour chaque objet."

16. L'article 305 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est abrogé et remplacé par le suivant:—

"305.—Un exemplaire de tout règlement adopté en vertu de cette section doit être transmise sans retard au Lieutenant-Gouverneur en Conseil qui peut, dans le mois de la réception, ou, dans les huit jours, s'il s'agit d'un règlement d'emprunt, désavouer ledit règlement. Avis du désaveu

for a certificate and that the same be left in his department, when it shall be filed of record; to remove and abate any nuisance or obstruction upon the sidewalks, streets, alleys, and public grounds, and prevent the encumbering of the same with vehicles, boxes, lumber or any other things; to regulate the erection of hitching posts and rings for fastening horses, and to prohibit the same in any portion of the City; and the City Council shall prohibit the piling of snow or other encumbrances upon any street or alley or public place by persons owning or operating any street railway along or across the same."

11. Article 300 of the Act. 62 Victoria, chapter 58, is amended by adding thereto the following sub-sections:—

"Notwithstanding any law or provision to the contrary, to regulate or prohibit the use of any horns or other devices of warning on automobiles, license owners and chauffeurs of automobiles in the City and prescribe a tariff of charges for all companies or individuals operating automobiles for hire (taxicabs) in the City, regulate the circulation and lights of automobiles for hire (taxicabs) or for private use, and prescribe standing places and the length of time during which any such automobiles may continuously remain standing and to prohibit the same from standing or waiting at any other places than the places so prescribed, with or without chauffeurs."

To compel owners of hackney-coaches to provide their vehicles with taximeters and to give the City the right to establish a tariff for same.

12. Article 300 of the Act. 62 Victoria, chapter 58 and its amendments, is further amended by adding thereto the following paragraph:—

"13.—To prohibit in all stores or business establishments whatsoever the sale, giving and delivery to any persons or individuals not dealing in such articles, of pistols, wind-guns, dagger-knives, daggers, case-knives, dirks or other similar offensive arms, except on the written recommendation of the Chief of Police or of the Chief of Detectives, who may, at their discretion, grant or refuse such recommendation."

13. Sub-section 84 of Article 300 of the Act. 62 Victoria, chapter 58, is repealed and the following substituted therefor:—

"84.—To regulate the subdivision into streets of any land situated within the limits of the City, and to prohibit any such subdivision whenever the same does not coincide with the general plan of the City, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the City.

The Council may take possession of and inscribe in the register of streets as public street, any street forming part of a piece of land subdivided into lots and the subdivision of which is registered."

14. Article 300a, as added by the Act. 3 Edward VII, chapter 62, article 24, is repealed and replaced by the following:—

"300a.—Notwithstanding paragraph 29 of article 300, the Council may, by a mere resolution, authorize the Board of Commissioners to establish, fix and change cab-stands, from time to time."

15. The following article is inserted after article 301 of the Act 62 Victoria, chapter 58:—

"301a.—Any by-law providing for a loan may include one or more objects, for which the City is empowered by its charter to borrow, and it shall not be necessary to make a separate by-law for each object."

16. Article 305 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is repealed and the following substituted therefor:—

"305.—A copy of every by-law made under this section shall be transmitted without delay to the Lieutenant-Governor in council, who may, within one month from the receipt of such copy, or within 8 days in the case of a by-law providing for a loan, disallow the by-law, and notice of such disallowance shall be sent to the City Clerk and published in the Québec Official Gazette."

doit être adressé au Greffier de la Cité et publié dans la Gazette Officielle de Québec.

17. L'article 317 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est amendé 1o. en remplaçant la sous-section (a) de cet article par la suivante:—

(a) La nature du règlement qui doit être soumis aux propriétaires fonciers ou à tous les électeurs, suivant le cas, d'après un résumé ou précis approuvé par le Conseil.

2o. en remplaçant la sous-section (c) et les deux derniers paragraphes par l'alinéa suivant:—

Le Greffier devra de plus adresser à chaque votant une carte ou lettre indiquant l'endroit où il doit voter. Ces cartes ou lettres seront envoyées à l'adresse mentionnée sur la liste électorale ou à tout autre endroit, où, dans l'opinion de l'officier-rapporteur, l'électeur pourra plus sûrement être atteint. Mais toute erreur ou omission commise par le Greffier ou ses représentants relativement à l'envoi de ces avis ne pourra en aucune façon invalider l'élection d'aucun candidat ni donner lieu à aucun recours quelconque soit contre la Ville ou contre le Greffier de la Cité ou ses représentants.

18. L'article 330 de la loi 62 Victoria, chapitre 58 est amendé en y ajoutant l'article suivant:—

"330a.—Lorsqu'un règlement ou une question quelconque sera soumise non seulement aux propriétaires fonciers, mais aux électeurs en général, la procédure sera celle indiquée dans cette section, *mutatis mutandis*, mais à défaut dans la dite section de dispositions applicables à ce cas, ladite procédure se fera conformément aux articles de la charte de la Cité concernant les élections municipales *Mutatis Mutandis*."

19.—L'article 347 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, article 31, est abrogé et remplacé par le suivant:—

"347.—Dans le cas où la Cité, en quelque temps que ce soit, décide d'aliéner et de vendre (laquelle dite vente lorsqu'il ne s'agit pas de résidus de terrains doit se faire à l'encan public) quelqu'un de ses terrains et bâtiments, le produit de telle vente doit être immédiatement et exclusivement appliqué au rachat d'une partie proportionnelle du capital de la dette fondée, et les obligations ainsi rachetées doivent être annulées et ne doivent pas être émises de nouveau sous cette forme ni sous une autre forme quelconque.

Le Conseil peut, par le vote de la majorité absolue de tous ses membres, changer la destination d'une propriété municipale non utilisée comme parc ou jardin public, pour y installer une bibliothèque publique."

20. L'article 364 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 3 Edouard VII, chapitre 62, sections 37 et 38, 4 Edouard VII, chapitre 49, sections 13 et 14, et 7 Edouard VII, chapitre 63, sections 21 et 22, et 9 Edouard VII, chapitre 81, section 16, est de nouveau amendé en remplaçant le paragraphe Z par le suivant:—

"Z.—Une taxe spéciale n'excédant pas \$1,000, sur tout propriétaire ou locataire de salle de concert, de représentations théâtrales ou d'exhibitions de vues animées; cette taxe ne sera pas moins de \$500, et pourra être augmentée suivant le nombre de personnes qu'elle peut contenir, pourvu que le maximum n'excède pas \$1,000; une taxe spéciale n'excédant pas \$100 sur tout propriétaire ou locataire de salle de danse; une taxe spéciale n'excédant pas \$50 sur tout propriétaire ou locataire de musée ou salle d'amusement quelconque où il est payé un droit d'entrée.

Pour prévenir les incendies, la Cité peut mettre un de ses pompiers dans les salles de concert, de représentations théâtrales ou d'exhibitions de vues animées, pour la durée de chaque représentation donnée dans ces salles."

21. L'article 364 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est amendé en ajoutant après le paragraphe K.K. de ladite loi, tel qu'ajouté par la loi 7 Edouard VII, chapitre 53, article 22, le sous-paragraphe suivant:—

"Une taxe spéciale annuelle ne devant pas excéder \$1 par pied carré sur toute enseigne lumineuse ou électrique placée sur les rues, allées, trottoirs ou terrains publics".

22. L'article 365a tel qu'ajouté par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, article 40, est abrogé et remplacé par le suivant:—

17. Article 317 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is amended: (1) By replacing sub-section (a) thereof by the following:—

"(a) The nature of the by-law to be submitted to the real estate owners or to the electors generally, as the case may be, as per summary or abstract approved by the Council."

(2) By replacing sub-section (c) and the two last paragraphs by the following:—

"The City Clerk shall, moreover, send to each voter a card or letter, indicating the place where he is to vote. Such cards or letters shall be sent to the address mentioned on the voters list or to any other place where, in the opinion of the returning-officer, the elector is most likely to be reached. But any error or omission committed by the City Clerk or his representatives in connection with the transmission of such notices shall, in no wise, invalidate the election of any candidate nor give rise to any recourse whatsoever either against the City or against the City Clerk or his representatives."

18. Article 330 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is amended by adding thereto the following clause:—

"330a.—Whenever a by-law or any question whatsoever is submitted not only to the real estate owners, but to the electors generally, the procedure to be followed shall be that set forth in this section *mutatis mutandis*, but if the said section does not contain any provisions applicable to the case, the procedure shall be the same as that provided for in the articles of the City Charter concerning municipal elections *mutatis mutandis*."

19. Article 347 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the Act 3 Edward VII, chapter 62, article 31, is repealed and the following substituted therefor:—

"347.—Should the City, at any time, decide to dispose of and sell (which said sale shall be by public auction if the property to be disposed of does not consist of residus of land) any of its lands and buildings, the proceeds of such sale shall be immediately and exclusively applied to the redemption of so much of the capital of the funded debt, and the obligations so redeemed shall be cancelled and shall not be re-issued under that or any other form.

"The Council may, by a vote of the absolute majority of all its members, change the destination of a municipal property, not made use of as a public park or garden, to install a public library therein."

20. Article 364 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the Act 3 Edward VII, chapter 62, sections 37 and 38, 4 Edward VII, chapter 49, sections 13 and 14, 7 Edward VII, chapter 63, sections 21 and 22, and 9 Edward VII, chapter 61, section 16, is further amended by replacing paragraph "Z" by the following:—

"Z.—A special tax not exceeding \$1,000, on every owner or tenant of a concert hall or hall for theatrical representations or for the exhibition of moving pictures. Such tax shall not be less than \$500, and may be increased in proportion to the number of persons which the hall can contain, provided that the maximum does not exceed \$1,000; a special tax not exceeding \$100 on every owner or tenant of a dancing hall; a special tax not exceeding \$50 on every owner or tenant of a museum, or hall of amusement whatsoever where an entrance fee is paid.

In order to prevent fire, the city may place at its choice at the cost of the owner one of its firemen in concert halls, halls for theatrical representations or for the exhibition of moving pictures, during each representations given in such halls.

21. Article 364 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is amended by adding after paragraph KK of said Act, as

"365a.—Le Conseil de la Cité ou ses officiers peuvent révoquer ou révoquer, dans l'intérêt des bonnes mœurs ou de l'ordre public, tout permis qui peut être accordé en vertu de la présente charte.

La présente loi n'affectera en rien les privilèges accordés au Jardin Zoologique de Montréal, par la loi 57 Victoria, chapitre 77."

23. L'article suivant est ajouté après l'article 409 de la loi 62 Victoria, chapitre 58:—

"409a.—Les dispositions des articles 396 à 409 inclusivement s'appliquent à la vente de propriétés endettées pour taxes immobilières, ordinaires ou spéciales dues à la date de l'annexion dans les municipalités annexées à la Cité de Montréal depuis le 1er mai 1909 et dans celles qui pourront l'être à l'avenir."

24. L'article 452 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, article 44, est remplacé par le suivant:—

"Le conseil peut, en tout temps, par règlement ou résolution ordonner que tout immeuble sur lequel il n'y a pas de bâtiments situés entre l'ancien alignement et la nouvelle ligne homologuée d'une rue quelconque, soit expropriée lorsque le propriétaire de tel immeuble cèdera à la Cité, par écrit, le terrain lui appartenant pour être ainsi exproprié, et dont l'inspecteur de la Cité devra immédiatement faire un plan.

Le maire nommera alors deux des estimateurs de la Cité pour établir la valeur du terrain ainsi cédé à la Cité. Ces estimateurs évalueront le terrain au prix moyen auquel il aura été estimé pour l'année courante, et feront rapport par écrit, au conseil du résultat auquel ils en sont arrivés. Après que leur rapport aura été confirmé par le Conseil, il sera renvoyé à l'inspecteur de la Cité et aux deux estimateurs susdits, avec instruction de répartir le coût du terrain exproprié sur les terrains seulement situés de chaque côté de la rue dans les limites qu'ils fixeront, suivant la longueur de la ligne de front, en proportions égales.

Après que le rôle de répartition aura été certifié par l'inspecteur de la Cité, et les deux estimateurs susdits, et déposé entre les mains du trésorier de la Cité, il équivaudra à un rôle final de contribution spéciale et aura la même force et le même effet et les sommes y mentionnées deviendront dès lors dues, et seront payables dans les trente jours de la date du dépôt du rôle.

Le propriétaire dont le terrain aura été exproprié sera payé pour tel terrain, sans intérêt, dans les trois mois de la date du dépôt du rôle. Mais, dans le cas où l'immeuble ainsi exproprié serait grevé de quelque hypothèque ou créance privilégiée, alors les dispositions des articles 441, 442, 443, 444 et 445 de la charte s'appliqueront, sauf incompatibilité. Afin de payer le coût de l'expropriation la Cité aura le droit d'émettre des obligations temporaires, conformément à l'article 355 de cette charte, et ce droit s'étendra à toutes les expropriations de même nature qui auront été faites et qui ne seront pas réglées à la date de la sanction de la présente loi."

25. L'article 468 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est amendé en y ajoutant la sous-section suivante:—

"(8) Pour obliger les propriétaires de tout édifice ou immeuble quelconque à poser à l'intérieur de leurs bâtiments dans un endroit convenable et commode, des robinets d'accès et pour permettre aux officiers de la Cité d'avoir accès à ces robinets à toute heure du jour et de la nuit. Pour permettre à la Cité de fermer ces robinets et à les sceller et pour imposer une amende au propriétaire occupant ou locataire suivant le cas, si le cachet est trouvé brisé ou le robinet ouvert après qu'il aura été fermé et scellé par les employés de la Cité."

26. L'article 477 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel

added by the Act 7 Edward VII, chapter 58, article 22m, the following sub-section:—

"An annual special tax not exceeding \$1.00 per square foot on every illuminated sign or electric sign placed on the streets, alleys, sidewalks or public grounds."

22. Article 365a, as added by the Act. 3 Edward VII, chapter 62, article 40, is repealed and replaced by the following:—

"365a.—The City Council or its officer may refuse or revoke, in the interest of good morals or public order, any license which may be granted under this charter.

"This act shall not affect in any way the privileges granted to the Montreal Zoological Gardens by the act 57 Victoria, chapter 77."

23. The following article is added after article 409 of the Act 62 Victoria, chapter 58:—

"409a.—The provisions of article 396 to 409 inclusively shall apply to the sale of properties on which ordinary or special assessments were due at the date of the annexation in the municipalities which have been annexed to the City of Montreal since the 1st May 1909 and in those which may be hereafter annexed to the said City."

24. Article 452 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the Act 3 Edward VII, chapter 62, article 44, is further replaced by the following:—

"452.—The Council may, at any time, by by-law or resolution, order that any immovable property upon which no buildings are erected, situated and lying between the old line and the new homologated line of any street, shall be expropriated, upon the proprietor of such immovable property ceding in writing to the city the portion of land belonging to him so to be expropriated, and of which the city surveyor shall at once make a plan.

The Mayor shall then appoint two of the City assessors to value the portion of land so ceded to the City. They shall value it at the average price at which the property has been assessed for the current year, and shall report their decision in writing to the council. On the confirmation of their report by the council, it shall be deferred to the City surveyor and the said two City assessors, with instructions to apportion the cost of the land expropriated on the land only on each side of the street, within limits to be fixed by them according to frontage, in equal proportions.

The roll of apportionment when certified by the City surveyor and the said two City assessors and filed with the City treasurer, shall be equivalent to and have the same force and effect as a final roll of special assessment, and the amounts therein mentioned shall thereupon become due and be payable within 30 days of the date of the deposit of the roll.

The proprietor whose land has been expropriated shall be paid therefor without interest, within three months from the date of the deposit of the roll; but, in the event of there being any mortgage or privileges claim on the immovable so expropriated, then the provisions of articles 441, 442, 443, 444 and 445 of the charter shall apply, except where the same may be inconsistent. In order to pay the cost of the expropriation, the City shall have the right to issue temporary bonds in conformity with article 355a of this charter, and this right shall extend to all expropriations of the same nature which may be made or which shall not have been settled at the date of sanction of this act."

25. Article 468 of the Act 62 Victoria, chapter 68, is amended by adding thereto the following paragraph:—

"(8) To compel the owners of any building or property whatsoever to place inside their premises, in a suitable and convenient place, stop-cocks, and to allow the officials of the City to have access to such cocks at all hours. To allow the City to turn off such cocks and to seal the same and to impose a fine on the owner, occupant or tenant, as the case may be, if the seal is found broken or the cock open after having been turned off and sealed by the City officials."

26. Article 477 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as

que, remplacé par 7 Edouard VII, chap. 63, article 42, est de nouveau remplacé par le suivant:—

"477.—Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, par commission spéciale, sous le sceau de la province, les recorders, qu'il choisit parmi les membres du barreau de la province ayant exercé leur profession pendant au moins cinq ans, pour remplir les fonctions de recorder.

Les recorders exercent leur charge durant bonne conduite, et leur commission ne peut être révoquée que sur une adresse conjointe du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative au lieutenant-gouverneur en conseil.

Le traitement des recorders sera de cinq mille piastres par année.

Si un recorder de la Cité, après avoir agi comme tel durant quinze ans, se démet de sa charge, ou si, pendant l'exercice de sa charge, il devient affligé de quelque infirmité permanente ou chronique qui l'empêche de remplir ses fonctions, la Cité doit lui accorder une pension égale aux trois quarts du traitement qu'il recevait au moment de sa démission, et cette pension qui commence immédiatement après sa démission lui est servie sa vie durant comme pension insaisissable."

Les dispositions du dernier paragraphe ci-dessus s'appliqueront aussi au Greffier actuel de la Cité.

27. L'article 484 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est abrogé et remplacé par le suivant:—

"484.—La Cour du recorder a la juridiction d'un recorder et entend et juge sommairement:

1. Toute action intentée en vertu de quelque règlement ou résolution du conseil pour le recouvrement de toute somme d'argent due à la Cité, à raison de quelque contribution foncière, taxe, licence, taxe de l'eau, permis ou location d'étaux de bouchers ou de tout autre étal, ou place quelconque dans ou sur les marchés, ou en dehors d'eux;

2. Toute action pour le recouvrement de gages ou de salaires, du louage d'ouvrage, ou de dommages en découlant, de dépenses ou frais d'hôtel, restaurant ou maison de pension, due par leurs hôtes, ou du prix des effets y déposés ou avariés, pourvu que, dans aucun cas, le montant réclamé ne dépasse pas \$50.00;

3. Toute action pour la mise à effet d'un règlement;

4. Toute action intentée pour le recouvrement de taxes, cotisations, licences, taxes personnelles, et taxes d'eau dues à l'époque de l'annexion d'une municipalité ou partie de municipalité quelconque à la Cité de Montréal."

28. L'article 528 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est abrogé et remplacé par le suivant:—

"528.—Le greffier, le trésorier et l'inspecteur de la Cité peuvent respectivement signer les certificats et les avis qu'ils sont tenus de donner, en vertu de la présente charte, au moyen d'un cachet portant le fac-simile de leur signature, lequel a été au préalable approuvé par le conseil, et est exclusivement consacré à cet usage. L'apposition de ce cachet est à toutes fins que de droit aussi valide que si le greffier, le trésorier ou l'inspecteur avait signé de sa propre main."

29. Les pouvoirs que la Cité possède en vertu de la loi 62 Victoria, chapitre 58 et ses amendements de règlementer la construction des bâtiments dans ses limites, s'appliqueront à tous les quartiers formant partie de ladite Cité, qui ont été annexés ou qui seront annexés et ce nonobstant toute loi contraire.

30. La résolution du Conseil de la Cité adoptée le 18 août 1910, et reproduite dans la cédula A de la présente loi, concernant la souscription d'une somme de \$5,000 en faveur des sinistrés de Campbelltown est ratifiée et confirmée. Cette souscription sera payée à même le fonds de réserve.

31. Le quartier Longue-Pointe annexé à la Cité en vertu de la loi 1 George V, chapitre 48, sera à l'avenir connu et désigné sous le nom de quartier Dollard.

32. Nonobstant toute loi à ce contraire, la Cité de Montréal est autorisée à décréter, par résolution adoptée par la majorité de tous ses membres et à faire exécuter les améliorations suivantes:—

(a) Exproprier les immeubles nécessaires pour redresser la ligne de la rue Roy, dans le quartier LaFontaine, de-

replaced by the Act 7 Edward VII, chapter 63, article 42, in further replaced by the following:—

"477.—The Lieutenant-Governor in Council, by special commission under the seal of the Province, appoints the recorders, whom he selects from among the members of the Bar of the Province who have practiced as such for at least five years, to fill the office of recorder.

The recorders hold office during good behaviour and their commission cannot be revoked except upon a joint address of the Legislative Council and Legislative Assembly to the Lieutenant-Governor in Council.

The salary of the recorders shall be five thousand dollars per year.

If a recorder of the City, after fifteen years of service as such, should resign his office, or if while in office he should become afflicted with any permanent or chronic infirmity preventing him from discharging the duties of his office, the City shall grant him a pension equal to three fourths of the salary he received at the time of his retirement; and such pension, which shall begin immediately at his retirement, shall be paid him during his life-time and shall be exempt from seizure." The provisions of the above last paragraph shall also apply to the actual City Clerk.

27. Article 484 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is repealed and replaced by the following:—

"484.—The recorder's court has the jurisdiction of a recorder and shall hear and try summarily;

(1) Any action brought in virtue of any by-law or resolution of the Council for the recovery of any sum of money due to the City for any assessment, license, tax, water rate, permit or for the rent of any butcher's stall or other stall or stand, in or upon any of the markets, or outside the same;

(2) Any action for the recovery of wages or salary arising from the lease and hire of work or for the recovery of damages resulting therefrom or for money due hotels, restaurants or boarding houses by their guests, or for the value of goods therein deposited and therein lost or damaged, provided that in no case shall the amount claimed exceed \$50;

(3) Any action for the enforcement of any by-law.

(4) Any action for the recovery of taxes, assessments, license fees, personal taxes and water rates due at the time of the annexation of any municipality or part of a municipality to the City of Montreal."

28. Article 528 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is repealed and replaced by the following:—

"528.—The City clerk, the City treasurer and the City surveyor may, respectively, affix their signatures to the certificates and to the notices which they are required to give under this charter by stamping such signatures thereon with a stamp to be used exclusively for that purpose after having been approved by the Council. The signature, so affixed and stamped, shall be, to all intents and purposes, as valid as if in the hand writing of the clerk, treasurer or surveyor.

29. The powers which the City has in virtue of the law 62 Victoria, chapter 58 and its amendments, to regulate the erection of buildings within its limits, shall apply to all the wards forming part of said City, which have been or may hereafter be annexed, notwithstanding any law to the contrary.

30. The resolution of the City Council adopted on the 18th August 1910, a copy whereof is annexed to this Act as schedule "A", concerning the subscription of a sum of \$5,000 in favor of the sufferers by fire at Campbellton, is ratified and confirmed. Such subscription shall be paid out of the Reserve Fund.

31. Longue-Pointe ward, annexed to the City of Montreal, in virtue of the Act 1 George V, chapter 48, shall hereafter be known and designated as "Dollard Ward".

32. Notwithstanding any law to the contrary, the City of Montreal is authorized to enact, by resolution passed by the majority of all the members of its Council, and to carry out the following improvements:—

puis la rue Saint-André jusqu'à la rue Saint-Christophe, conformément au plan homologué. Le coût total de cette expropriation sera payé moitié par la Cité et l'autre moitié par les propriétaires d'immeubles situés sur ladite rue Roy.

(b) Compléter l'élargissement de la rue de la Montagne, depuis la rue Notre-Dame à la rue Dorchester, suivant le plan homologué de la Cité. Le coût total de cette expropriation sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires d'immeubles situés entre la rue Sainte-Catherine et la voie de la Compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc.

(c) Exproprier les terrains nécessaires à l'ouverture de la rue du Palais, (Boulevard Saint-Joseph) de la rue Carrière à l'Avenue Papineau, conformément au plan homologué. Le coût total de cette expropriation sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires d'immeubles situés sur la rue du Palais et sur le Boulevard Saint-Joseph.

(d) Exproprier les terrains nécessaires à l'ouverture de l'Avenue Dumont, de la rue Elizabeth à la rue Ontario, conformément au plan homologué. Le coût total de cette expropriation sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires d'immeubles situés sur ladite rue Dumont.

(e) Exproprier les terrains nécessaires à l'élargissement de la rue Saint-Denis, de la rue Carrières à l'Avenue Laurier, conformément au plan homologué. Le coût total de cette expropriation sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires d'immeubles situés sur ladite rue St-Denis entre la rue Sherbrooke et les limites nord de la Cité.

(f) Acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les terrains nécessaires pour donner un accès additionnel au parc Mont-Royal, vis-à-vis la rue de la Montagne.

Le coût total de cette acquisition ou expropriation sera payé comme suit: (1) la moitié par la Cité et (2) la moitié par les propriétaires des immeubles situés des deux côtés de la rue de la Montagne, entre la rue Sherbrooke et l'Avenue des Pins, et par les propriétaires des immeubles à travers lesquels le prolongement nécessaire sera fait dans la direction nord-est jusqu'à l'Avenue des Pins, pour compléter tel accès ou entrée.

(g) Exproprier la lisière de terrain située entre l'ancienne ligne et la ligne homologuée sur la rue Wellington, entre l'avenue des Frênes et le déversoir.

Le coût total de cette expropriation sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires de la rue Wellington.

(h) Elargir la rue Roy, entre les rues Cadieux et Saint-Laurent, conformément au plan homologué.

Le coût total de cette expropriation sera payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires des immeubles situés sur ladite rue Roy.

(i) Exproprier la rue Fullum, entre la rue Hochelaga et la rue Rachel, le coût de cette expropriation devant être payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires de la rue Fullum.

(j) Exproprier la rue Sherbrooke, l'avenue DeLorimier aux limites Est, le coût total de cette expropriation devant être payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires de ladite rue.

(k) Elargir, par voie d'expropriation, le chemin de la Côte-des-Neiges, du chemin de la Côte Saint-Luc au chemin Sainte-Catherine, le coût de cette expropriation devant être payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires riverains.

(l) Elargir à 70 pieds, par voie d'expropriation, le chemin de la Côte Saint-Luc, du côté sud-est; le coût de cette expropriation devant être payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires riverains.

(m) Elargir à 70 pieds, par voie d'expropriation, le chemin Sainte-Catherine, à partir de la propriété Phillips jusqu'au chemin de la Côte-des-Neiges; le coût de cette expropriation devant être payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires des immeubles riverains.

(n) Exproprier les terrains nécessaires pour élargir à 66 pieds la rue Notre-Dame, à partir de la rue Fulford jusqu'à l'avenue Atwater; le coût total de cette expropriation devant être payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires des immeubles situés sur ladite partie de rue.

(o) Acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, les terrains requis pour le prolongement de la rue Masson, dans le quartier Hochelaga.

(a) To expropriate the immoveables required for straightening the line of Roy Street, in LaFontaine Ward, from St. André Street to St. Christophe Street, according to the homologated plan. The total cost of such expropriation shall be paid one half by the City and the other half by the owners of immoveables situated on said Roy Street.

(b) To complete the widening of Mountain Street, from Notre Dame Street to Dorchester Street, according to the homologated plan of the City. The total cost of such expropriation shall be paid one half by the City and the other half by the owners of immoveables situated between St. Catherine Street and the G. T. R. track.

(c) To expropriate the lands required for the opening of Palace Street (St. Joseph Boulevard), from Carrière Street to Papineau Avenue, according to the homologated plan. The total cost of such expropriation shall be paid one half by the City and one half by the owners of immoveables situated on Palace Street and on St. Joseph Boulevard.

(d) To expropriate the land required for the opening of Dumont Avenue, from Elizabeth Street to Ontario Street, according to the homologated plan. The total cost of such expropriation shall be paid one half by the City and one half by the owners of immoveables situated on said Dumont Street.

(e) To expropriate the lands required for the widening of St. Denis Street, from Carrière Street to Laurier Avenue, according to the homologated plan. The total cost of such expropriation shall be paid one half by the City and one half by the owners of immoveables situated on said St. Denis Street, between Sherbrooke Street and the north City limits.

(f) "To acquire by mutual agreement or by expropriation the land required to give additional access to Mt Royal Park, opposite Mountain St. The total cost of such acquisition or expropriation shall be paid as follows: (1) one half by the City (2) one half by the owners of immoveables situated on both sides of Mountain St., between Sherbrooke St. and Pine Ave., and by the owners of immoveables through which the necessary extension may be made in a north-easterly direction to Pine Ave. to complete such access or entrance."

(g) To expropriate the strip of land between the old line and the homologated line on Wellington St., between Ash Ave. and the tail race.

The total cost of said expropriation to be paid one half by the City and the other half by the proprietors on Wellington street.

(h) "To widen Roy St., between Cadieux and St-Laurence Sts., according to the homologated plan.

"The total cost of said expropriation shall be paid one half by the City and the other half by the proprietors of immoveables situated on said Roy St."

(i) To expropriate Fullum from Hochelaga St. to Rachel St., the cost of such expropriation to be paid one half by the City and one half by the proprietors of Fullum St.

(j) To expropriate Sherbrooke St. from Delorimer Ave. to the Eastern limits, the total cost of such expropriation to be paid one half by the City and the other half by the proprietors of said street.

(k) To widen by expropriation the Côte des Neiges Road from Cote St-Luc Road to St-Catherine Road, the cost of said expropriation to be paid one half by the City and one half by the bordering proprietors.

(l) To widen, by expropriation, the Côte St. Luc Road on the south-east side to a width of 70 ft, the cost of said expropriation to be paid one half by the City and one half by the bordering proprietors.

(m) To widen St. Catherine Road to 70 ft. from the Phillips property to the Côte des Neiges Road, the cost of such expropriation to be paid one half by the City and the other half by the owners of the bordering properties.

(n) To expropriate the land required for the widening of N.-Dame St. from Fulford St. to Atwater St., to a width of 66 ft. The total cost of such expropriation shall be paid one half by the City and the other half by the owners of immoveables situated on the said part of street.

(o) To acquire by mutual agreement or by expropriation the land required for the extension of Masson St., in Hochelaga ward. The entire cost of such expropriation

Le coût de cette expropriation sera payé en entier par les propriétaires des immeubles expropriés pour cette amélioration.

(p) Exproprier l'avenue Gouin, dans les limites du quartier Ahuntsic, le coût de cette expropriation devant être payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires.

Sauf incompatibilité, les dispositions des articles de la charte de la Cité 423 à 445, inclusivement, et des amendements à ceux s'appliqueront aux améliorations ci-dessus.

Qu'il s'agisse de terrains vacants ou de ceux sur lesquels il existe des bâtiments et qu'il s'agisse des réclamations des propriétaires ou de celles des locataires ou occupants, les dispositions de l'article 450 de la charte de la Cité, tel qu'amandé, s'appliquera également *mutatis mutandis* dans ces cas.

Il ne sera accordé, dans aucun cas, que vingt pour cent en sus de l'évaluation municipale des terrains et des bâtiments pour chacun des cas sus-mentionnés, nonobstant toute disposition contraire".

* * *

AMENDEMENTS SUPPLEMENTAIRES A LA CHARTE DE LA CITE

(Adoptés le 30 décembre 1910)

1. La sous-section (d) de l'article 1 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, telle que remplacée par la loi 63 Victoria, chapitre 49, Art. 1, est de nouveau remplacée par la suivante:—

"(d) Les mots "greffier de la Cité", "trésorier de la Cité", "contrôleur de la Cité" ou "contrôleur ou auditeur de la Cité", "inspecteur de la Cité", "inspecteur des bâtiments de la Cité", "président du bureau des estimateurs de la Cité", signifient le greffier, le trésorier, le contrôleur ou le contrôleur ou auditeur, l'inspecteur et l'inspecteur des bâtiments de la Cité de Montréal, le président du bureau des estimateurs ou leurs assistants, ou toutes personnes dûment autorisées à les remplacer."

2. La sous-section 2 de l'article 92 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est abrogée et remplacée par la suivante:—

"2.—Un certificat signé par un des estimateurs de la Cité, établissant la valeur desdits biens immobiliers d'après le rôle d'évaluation et de contributions foncières en vigueur."

3. La sous-section 50 de l'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est abrogée et remplacée par la suivante:—

"50.—Pour définir ce qui constitue une nuisance et pour la supprimer, et pour imposer des amendes aux personnes qui créent ou laissent subsister des nuisances;

Pour rendre le propriétaire d'une maison responsable de l'état de malpropreté de cette maison et lorsque cette malpropreté est telle qu'elle est considérée inhabitable par le département d'hygiène, que ledit département soit autorisé à faire nettoyer telle maison aux frais du propriétaire.

4. La sous-section 60 de l'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, telle que remplacée par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, article 22, est abrogée et remplacée par la suivante:—

"60.—Pour établir et régler des hôpitaux et maisons de santé pour les maladies contagieuses, et pour faire tous les règlements qui peuvent être nécessaires et à propos pour la protection de la santé et la suppression des maladies; pour empêcher l'introduction ou la propagation de maladies contagieuses, infectieuses et autres dans la Cité; pour faire des lois de quarantaine et les faire observer dans les limites de la Cité; pour régler, contrôler ou empêcher le débarquement des personnes, bagages, marchandises ou autres choses se trouvant sur des bateaux, navires, wagons ou autres véhicules infectés de germes de maladies contagieuses, et pour disposer de ces personnes et choses de manière à protéger la santé des citoyens, et pour empêcher les bateaux, navires, wagons ou

(p) To expropriate Gouin Ave., within the limits of Ahuntsic Ward, the cost of such expropriation to be paid one half by the City and the other half by the proprietors.

Except where the same may be inconsistent, the provisions of articles of the City Charter 423 to 445, inclusively, and the amendments thereto, shall apply to the above improvements.

Both as regards vacant lots or those that are built upon and as regards the claims of owners or of lessees or occupants, the provisions of article 450 of the City Charter and the amendments thereto shall also apply to such cases, "mutatis mutandis."

In no case shall more than twenty per cent be allowed, over and above the municipal valuation of the ground and buildings, for each of the cases above mentioned, notwithstanding any provisions to the contrary.

* * *

SUPPLEMENTARY AMENDMENTS TO THE CITY CHARTER.

(Adopted on the 30th December 1910)

1.—Sub-section (d) of article 1 of the Act. 62 Vict., chap. 58, as replaced by the Act. 63 Vict., chap. 49, art. 1, is again replaced by the following:

(d) "The words "city clerk", "city treasurer", "city comptroller" or "city comptroller or auditor of the city," "city surveyor," or "city building inspector," "chairman of the Board or assessors of the city," shall mean the clerk, treasurer, comptroller or comptroller or auditor, the surveyor, the inspector of buildings and the chairman of the Board of assessors of the city of Montreal or their assistants or any persons duly authorized to replace them."

2.—Sub-section (2) of article 92 of the Act 62 Vict., chap. 58, is annulled and replaced by the following:

(2) "A certificate from one of the assessors, establishing the value of the aforesaid real estate, according to the assessment and valuation roll in force."

3.—Sub-section 50 of article 300 of the Act 62 Vict., chap. 58, is annulled and replaced by the following:

50. "To define what shall constitute a nuisance and to abate the same, and to impose fines upon persons who may create, continue or suffer nuisances to exist.

To hold the proprietor of a house responsible for the state of uncleanness of said house, and when this uncleanness is such that it can be considered inhabitable by the Hygiene Department, that said department be authorized to have such house cleaned at the expense of the proprietor."

4.—Sub-section 60 of article 300 of the Act 62 Vict., chap. 58, as replaced by the Act 3 Edward VII, chap. 63, art. 22, is annulled and replaced by the following:

60. "To establish and regulate city hospitals and pest-houses, and to make all regulations which may be necessary and expedient for the preservation of health and the suppression of disease; to prevent the introduction or spread of contagious, infectious and other diseases into the City, and to make quarantine laws, and to enforce the same within the City; to regulate, control or prevent the landing of persons, baggage, merchandise or other property from boats, vessels, cars or other conveyances infected with the germs of contagious diseases, and to make such disposal of such persons or property as to protect the health of the citizens, and to prevent infected boats,

autres véhicules infectés de venir en dedans ou près des limites de la Cité; et pour ordonner, à la discrétion du médecin officier de santé, lorsque l'isolement effectif est impossible à domicile, le transport obligatoire à l'hôpital civique de toute personne atteinte de la variole ou d'une autre maladie contagieuse ou infectieuse, et ce, avec le consentement du médecin soignant telle personne. Pour le devoir de toute municipalité les dépenses encourues par la Cité pour l'hospitalisation de malade venant de telle municipalité."

5. La sous-section 67 de l'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est abrogée et remplacée par la suivante:—

"67.—Pour régler la plantation, la culture et la conservation des arbres d'ornement dans les rues, squares et parcs de la Cité; pour défendre à toute personne, compagnie ou corporation d'abattre ou d'émonder les arbres ou arbustes dans les rues, boulevards, parcs, squares ou places publiques de la Cité, sans avoir au préalable fait par écrit une demande à la Cité et pour permettre à la Cité d'accorder ou de refuser telle demande et dans le cas où la demande serait accordée pour décréter que le travail sera fait aux frais du ou des requérants, sous la surveillance et à la satisfaction des officiers que la Cité désignera; pour forcer tout propriétaire à planter des arbres en face de sa propriété sous la direction de l'inspecteur de la Cité; pour autoriser ledit inspecteur à faire cette plantation et à en exiger le coût du propriétaire si celui-ci refuse ou néglige de se conformer à son ordre; pour punir ceux qui endommagent les arbres ou arbustes d'ornement dans les rues, parcs et places publiques de la Cité."

6. La sous-section 99, de l'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, telle que remplacée par 7 Edouard VII, chapitre 63, est de nouveau remplacée par la suivante:—

"99.—Pour définir les devoirs et pouvoirs de l'inspecteur des bâtiments et l'autoriser, ainsi que tous autres officiers que le conseil pourra nommer dans ce but, à émettre des permis pour la construction, l'extension, la modification ou la réparation de tout bâtiment, à exiger que des plans et devis et tous autres documents à ce sujet soient soumis en même temps que la demande pour permis, à exiger que ces plans, devis et autres documents soient laissés au département de l'inspection des bâtiments, où ils seront déposés aux archives, et à visiter et à examiner, dans l'exercice de leurs fonctions, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, toute maison ou bâtiment en construction, en voie de ou terminé, afin d'adopter toute mesure préventive contre le feu ou jugée nécessaire à la sécurité des employés et à la sûreté publique; pour exiger que toute habitation ait au moins deux sorties avec escalier conduisant au sol; et pour pourvoir à la démolition immédiate, après avis, de tout bâtiment érigé en contravention avec les règlements municipaux."

7. L'article 373 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est abrogé et remplacé par le suivant:—

"373.—Au mois de décembre de chaque année, le conseil nomme huit estimateurs, dont il peut, de temps à autre, par une résolution adoptée par la majorité de tous ses membres, augmenter ou diminuer le nombre.

Le Conseil peut révoquer ceux d'entre les estimateurs qui ne remplissent pas fidèlement leurs devoirs, et combler les vacances qui surviennent dans le bureau.

Les estimateurs restent en charge jusqu'à ce qu'il leur soit nommé des successeurs.

Le conseil fixe, de temps à autre, les émoluments des estimateurs, et désigne celui qui doit agir comme président du bureau, et dans le cas d'absence, le bureau élit un de ses membres pour présider ses assemblées.

8. Nonobstant le chapitre 53 de la loi 54 Victoria, les bons et débentures que les bureaux des Commissaires des écoles catholiques ou protestantes peuvent émettre et signer pour les fins indiquées dans ladite loi, pourront être émis directement par la Cité de Montréal, et signés par le Trésorier de ladite Cité.

9. La Cité pourra employer ou louer une partie du

vessels, cars ou other conveyances from coming within or near the limits of the city, and to order at the discretion of the medical health officer, when effective isolation is impossible in the person's residence, the compulsory removal to the civic hospital of any person affected with small-pox, or any other contagious or infectious disease, with the consent of the physician attending such persons; to collect from all municipality the expenses incurred by the City for the hospitalization of sick person coming from such municipality."

5.—Sub-section 67 of article 300 of the Act 62 Vict., chap. 58, is annulled and replaced by the following:

67. "To regulate the planting, rearing and preserving of ornamental trees in the streets, squares and parks of the City; to forbid all person, company or corporation to cut or trim trees or shrubs in the streets, boulevards, parks, squares or public places in the City, without making previously a written demand to the City, and to allow the City to grant or refuse such demand, and in the event of the demand being granted, to stipulate that the work shall be done at the cost of the applicant or applicants, under the supervision and to the satisfaction of the officers to be designated by the Council; to compel any proprietor to plant trees in front of his property, under the direction of the city surveyor; to authorize the city-surveyor to cause such plantation to be made, and to exact the cost thereof from such proprietor, in case the latter shall refuse or neglect to comply with the city surveyor's order; to punish injuries to, or interference with, the ornamental trees or shrubbery in the streets, parks and public places of the city."

6.—Sub-section 99 of article 300 of the Act 62 Vict., chap. 58, as replaced by the Act 7 Edward VII, chap. 63, is again replaced by the following:

99 "To define the duties and powers of the superintendent of buildings and to authorize him, and such other officers as the council may appoint for the purpose, to issue permits for the construction, extension, modification or repairing of all building, to require that plans and specifications and all other documents in this connection be submitted at the same time as the application for permit, to require that such plans, specifications and other documents be deposited in the department of the inspection of buildings, where the same shall be filed of record, to visit and examine, in the performance of their duties, the interior as well as the exterior of any house or building under construction, under repairs or completed for the purpose of adopting any measures tending to prevent fires or deemed necessary for the safety of workmen and for public security; to require that all dwellings be provided with at least two exits with stairs leading to the ground; and to provide for the immediate demolition, after notice of every building erected in contravention to the municipal by-laws."

7.—Article 373 of the Act 62 Vict., chap. 58, is annulled and replaced by the following:

"373 The Council, in December of each year, shall appoint eight assessors, with power to increase or diminish their number, from time to time, by a resolution adopted by the majority of the whole of its members.

The Council may dismiss any of them who shall fail in the performance of his duty; and may fill any vacancy which may occur in their number.

Such assessors shall hold office till their successors shall have been appointed.

The remuneration of such assessors shall be fixed from time to time, by the Council, and it shall designate which of the assessors shall act as chairman of the board and in his absence, the board will elect one of its members to preside at their meetings.

The Council shall determine the manner in which the assessors shall divide their labors."

8.—Notwithstanding Chapter 53 of the Act 59 Vict., the bonds and debentures which the Catholic and Protestant Boards of School Commissioners are allowed to issue and sign for the purposes mentioned in said Act may be issued directly by the City of Montreal and signed by the treasurer or the said City.

9.—The City may use or lease a part of Mount Royal

parc Mont-Royal pour y installer une batterie pour tirer ces salves.

10. Les rôles de contributions spéciales pour le prélèvement du coût de la construction d'égouts dans diverses rues de la ville de Notre-Dame de Grâces (maintenant quartier Notre-Dame de Grâces), suivant les rôles préparés par B. D. McConnell, ingénieur civil, en date du 27 novembre 1909 et du 4 mai 1910, et ceux préparés par A. Ghysens, ingénieur civil, en date du 31 mai 1910, sont par les présentes confirmés et ratifiés, le tout suivant les dispositions des règlements Nos 35 et 60 de la Ville de Notre-Dame de Grâces.

11. Les fonds prélevés en vertu de l'article 343 pourront en outre être affectés, pour l'année 1911, jusqu'à concurrence de la somme de \$250,000, comme suit:—

1.—Aux travaux préliminaires de nivellement dans les rues qui appartiennent à la Cité et qui sont ouvertes à la circulation publique, mais qui n'ont pas encore été nivelées:

2.—Au coût des travaux nécessaires au premier établissement de rues qui appartiennent à la Cité et qui doivent être ouvertes au public.

3.—Aux réparations, améliorations et nivellements de rues et à des travaux quelconques se rattachant à l'ouverture des rues".

* * *

AMENDEMENTS SUPPLEMENTAIRES A LA CHARTE DE LA CITE

(Adoptés le 9 janvier 1911).

1. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est amendé en y ajoutant la sous-section suivante:—

"Pour autoriser la Cité, nonobstant toute loi à ce contraire, à défendre à toute personne, société, compagnie ou corporation quelconque de faire des excavations dans une rue, ruelle, place ou voie publique, y compris les squares et parcs publics, sans avoir préalablement déposé dans chaque cas, entre les mains du Trésorier de la Cité, une somme suffisante, qui sera fixée par le Bureau des Commissaires de la Cité, pour faire les travaux requis afin de remettre la chaussée, macadam et le pavage et trottoir, dans le même état, quant à la solidité et la durée, qu'ils étaient auparavant et même de les refaire à neuf si le Bureau des Commissaires de la Cité le décide ainsi.

Pour que les travaux de remplissage de la tranchée ou excavation soient faits par celui qui fera telle tranchée ou excavation sous la surveillance et à la satisfaction de l'officier désigné à cette fin par le Bureau des Commissaires, et que les réparations à la chaussée, au macadam, au pavage et au trottoir soient faites par la Cité et que le coût en soit payé à même le dépôt entre les mains de la Cité.

Pour que si la somme déposée n'est pas suffisante pour payer le coût de ces réparations, la Cité puisse exiger un dépôt additionnel afin de couvrir complètement le coût de telles réparations et ce sans diminuer en quoi que ce soit les obligations et responsabilités envers la Cité de celui qui fera faire l'excavation.

2. L'article 410 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est amendé en y ajoutant le proviso suivant:—

"Les dispositions ci-dessus s'appliqueront également et avec le même effet aux territoires annexés depuis la mise en vigueur de cette loi."

3. La Cité est autorisée à contribuer à l'érection d'un monument à la mémoire de Sa Majesté feu Edouard VII, Souverain de l'Empire Britannique.

4. Nonobstant toute loi à ce contraire, la Cité de Montréal sans répudier aucune des obligations qu'elle a assumées en vertu de la loi 1 George V, chapitre 48, concernant l'annexion de certaines municipalités adjacentes qui forment maintenant partie de ladite Cité, comme nou-

Park for the erection of a saluting battery.

10.—The Special assessment rolls to levy the cost of the construction of sewers in different streets of the Town of Notre-Dame de Grâces, now Notre Dame de Grâces Ward, according to the rolls prepared by Mr. B. D. McConnell, Civil Engineer, dated 27th November 1909 and 4th May 1910, and those prepared by Mr. A. Ghysens, Civil Engineer, dated 31st May 1910, are hereby confirmed and ratified, the whole in accordance with the provisions of By-laws Nos. 35 and 60 of the Town of Notre-Dame de Grâces.

11.—The funds levied under article 343 may also be used before the year 1911 to the extent of \$250,000.00 as follows:

1. For the preliminary works of levelling in streets belonging to the City and which are open and in public use, but which have not yet been levelled.

2. For the cost of the necessary works for the first opening of streets which belong to the City and which must be opened to the public.

3. For the repairs, improvement and levelling of streets and for any works in connection with the opening of streets."

* * *

SUPPLEMENTARY AMENDMENTS TO THE CHARTER OF THE CITY.

(Adopted on the 9th January 1911)

1.—Art. 300 of the Act 62 Vict., chap. 58, is amended by adding thereto the following sub-section:

"To authorize the City, notwithstanding any law to the contrary, to prevent any person, firm, company or corporation whatsoever from making any excavations in any street, lane, thoroughfare or public place, including squares and public parks, without having previously deposited, in each case, with the City Treasurer, a sufficient sum, which shall be fixed by the Board of Commissioners of the City, to perform the work required in order to restore the road-way, macadam, paving and sidewalk to its former state as to solidity and durability, and even to renew the same should the Board of Commissioners of the City so decide;

"To provide that the work of refilling the cut or excavation shall be done by the person who has made such cut or excavation, under the supervision and to the satisfaction of the official designated for that purpose by the Board of Commissioners, and that the repairs to the road-way, macadam, paving and sidewalk shall be made by the City and that the cost thereof shall be paid out of the deposit in the hands of the City;

"To provide that, in the event of the sum deposited not being sufficient to pay the cost of such repairs, the City may require an additional deposit to entirely cover the cost of said repairs, without diminishing in any way the obligations and responsibilities, towards the City, of the person who shall have the excavation made".

2.—Art. 410 of the Act 62 Vict., chap. 58, is amended by adding thereto the following proviso:

"The above provisions shall also apply, with the same effect, to the territories which have been annexed since the coming into force of this Act."

3.—The City is authorized to contribute to the erection of a monument to the memory of His Majesty the late King Edward VII, sovereign of the British Empire.

4.—Notwithstanding any law to the contrary, the City of Montreal, without repudiating any of the obligations it has assumed under the Act 1 George V, chap. 48, concerning the annexation of certain adjoining municipalities, which now form part of the said City as new wards, is

veaux quartiers, est autorisée à limiter les dépenses qu'elle est tenue de faire dans lesdits nouveaux quartiers à une somme totale de pas moins de \$400,000, chaque année, répartie à la discrétion de ladite Cité, d'ici à ce que lesdites obligations aient été entièrement remplies.

5. Nonobstant toute loi à ce contraire, les terres en culture situées dans les quartiers annexés à la Cité de Montréal en vertu de la loi 1 George V, chapitre 48, et dont l'évaluation est, par cet acte, limitée pour un certain nombre d'années à \$100 l'arpent, seront dorénavant évaluées et taxées suivant les dispositions des sections XVI et XVII de la loi 62 Victoria, chapitre 58.

6. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58 et ses amendements, est de nouveau amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:—

"133.—Pour prohiber dans tous magasins ou établissements de commerce quelconque la vente, le don et la livraison, à toutes personnes ou individus non commerçantes et trafiquant en semblables matières, de pistolets, fusils à vent, couteaux-poignards, poignards, couteaux à gaine, dagues, ou autres armes offensives du même genre, si ce n'est sur recommandation écrite du chef de police ou du chef de la sûreté qui pourront accorder ou refuser, à discrétion, telle recommandation."

7. La sous-section 4 de l'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est abrogée et remplacée par la suivante:—

"4. Pour régler la manière de faire et d'entretenir les ouvertures et excavations dans les rues, allées, terrains publics et places publiques pour les tuyaux à gaz et à eau, conducteurs électriques, sous-voies et conduits et pour d'autres fins, et pour régler la construction et l'entretien des égouts, tunnels et drains et la construction et l'usage de tous ouvrages et conduits en-dessous des rues, allées, trottoirs, terrains et places publics de la Cité, et pour régler, et, au besoin, pour défendre la construction et le maintien de trous à charbon, trous d'hommes, trappes et autres ouvertures dans les trottoirs, rues et allées, et pour ordonner que toutes les ouvertures de ce genre soient couvertes et entourées de garde-fous; pour obliger les personnes ou compagnies qui ont ou qui pourront avoir le droit de faire des excavations dans les rues à déposer entre les mains du trésorier un montant suffisant pour garantir que les rues seront remises dans l'état où elles étaient, ou pour permettre, à la Cité de faire elle-même les réparations aux dépens de ces personnes ou corporations, ou pour empêcher ces excavations et les remplir lorsqu'elles auront été faites contrairement aux règlements; pour empêcher toute personne ou compagnie de défaire tout pavage, trottoir, traverse, canal ou égout, ou de faire un trou, un fossé ou égout dans une rue ou dans un pavage ou trottoir, sans avoir au préalable donné avis par écrit au Bureau des Commissaires et fourni un plan indiquant le lieu précis, ainsi que les dimensions de la dite ouverture, et avoir obtenu la permission dudit Bureau des Commissaires, s'il n'a pas été préalablement autorisé, et, en aucun cas, sans avoir obtenu l'approbation relativement au lieu et en la manière en laquelle la dite ouverture doit être pratiquée; pour empêcher qu'on ne place, sur une rue pavée d'une manière permanente, des matériaux de construction, goudron, chaux, pierre, briques ou autres objets de nature à détériorer le pavage, ou pour régler la permission de se servir de ces rues pour les fins susdites, et pour exiger un dépôt suffisant pour remettre le pavage en bon ordre.

8. La sous-section 95 de l'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est abrogée et remplacée par la suivante:—

"95.—Pour permettre à la Cité de mettre, lorsque ce sera nécessaire, des soupapes de sûreté automatiques aux raccordements des égouts pour le drainage de tout terrain, les frais en devant être supportés moitié par le propriétaire du terrain, et ces frais devant être recouverts d'après l'état préparé par l'officier désigné à cette fin par le Bureau des Commissaires et approuvé par ce dernier; et pourvoir aussi à l'inspection, par la Cité, de ces soupapes de sûreté; mais pour tous les autres bâtiments, les frais seront entièrement supportés par la Cité."

authorized to limit the expenditure which it is held to make in the said new wards to a total sum of not less than \$400,000.00, each year, to be apportioned at the discretion of the said City, until such time as the said obligations have entirely been fulfilled.

5.—Notwithstanding any law to the contrary, the lands under cultivation situated in the wards annexed to the City of Montreal under the Act 1, George V, chap. 48, and the valuation of which is limited by said Act, for a certain number of years, to \$100 per arpent, shall hereafter be valued and assessed in accordance with the provisions of Section XVI and XVII of the Act 62, Vict. chap. 58.

6.—Art. 300 of the Act 62 Vict., chap. 58, as amended, is further amended by adding thereto the following paragraph:

"133.—To prohibit, in all stores or commercial establishments whatsoever, the sale, giving and delivery to any persons or individuals not dealing in such articles, of pistols, wind-guns, dagger-knives, daggers, case-knives, dirks or other similar offensive arms, except on the written recommendation of the Chief of Police or the Chief of Detectives, who may grant or refuse, at their direction, such recommendation."

7.—Sub-section 4 of Article 300 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"4. To regulate the making and maintaining of openings and excavations in streets, alleys and public grounds and public places for the laying of gas and water mains and pipes, electric conductors, subways and conduits, and for other purposes, and to regulate the building and maintaining of sewers, tunnels and drains, and the construction and use of all structures and conduits of every kind underneath the streets, alleys, sidewalks, public grounds and places of the City, and to regulate, and, if deemed necessary, to prohibit the construction and maintaining of coal-holes, man-holes, hatchways, and other openings in sidewalks, streets and alleys and coverings and guards therefor; to compel all persons or companies who have, or may hereafter have, the right to make any excavations in the streets of the City to deposit in the hands of the City Treasurer an amount sufficient to guarantee that such streets shall be put back to their former state, or to permit the City to make such excavations at the expense of such persons or companies, or to prevent such excavations and fill up the same whenever they are made contrary to the by-law; to prevent any person or company from tearing up any pavements, sidewalk or cross-walk, drain or sewer, or from making any hole, ditch or drain in any street, pavement, or sidewalk, without previously sending a written notice to the Board of Commissioners, with a sketch showing the exact location and dimensions of the proposed opening, and obtaining the permission of said Board of Commissioners, if not previously authorized, and, in any case, without obtaining its approval of the place where, and the manner in which, the proposed opening is to be made; to prohibit the deposit, upon any permanently paved street, of any building materials, tar, lime, stone, brick or other articles whatever of a nature to deteriorate the paving, or to regulate the permission to be granted to make use of such streets for the aforesaid purposes, and to exact a sufficient deposit to replace the paving in good order."

8.—Sub-section 95 of Article 300 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"95. To permit the City to provide, where it may be necessary, suitable automatic safety-valves at connections in sewerage for the drainage of any lands, the expense thereof to be borne one-half by the City, and the other half by the owner of the property, and said cost shall be recovered as per statement prepared by the official designated for that purpose by the Board of Commissioners and approved by the latter, and to provide for the inspection of the same by the City; but for all other buildings, the expense shall be borne entirely by the City."

9. L'article 454 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par 7 Edouard VII, chapitre 63, article 39, est de nouveau remplacé par le suivant:—

"454.—La répartition du coût des égouts se fait comme celle du coût des trottoirs au moyen d'un rôle de répartition préparé par l'officier désigné à cette fin par le Bureau des Commissaires et approuvé par ce dernier conformément aux règlements en vigueur."

9.—Article 454 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by 7 Edward VII, chapter 63, article 39, is again replaced by the following:

"454.—The apportionment of the cost of sewers shall be made in the same manner as that of the cost of sidewalks, by means of an assessment roll prepared by the official designated for that purpose by the Board of Commissioners and approved by the latter, in accordance with by-laws in force."

DELIBERATIONS

BUREAU DES COMMISSAIRES

Compte rendu de l'assemblée du 23 décembre 1910, p.m.

Sont présents: M. Dupuis, président, MM. Wanklyn et Ainey.

Il est

1.—Résolu: D'informer l'Ingénieur Consultant, M. Janin, du désir de ce Bureau que les ingénieurs des différents départements aient une conférence, au moins une fois par quinze jours pour traiter des questions d'intérêt pour l'administration générale des affaires de la Cité et que des minutes soient tenues à ces assemblées de toutes suggestions qui pourront être faites concernant les travaux des divers départements et que copie de ces minutes soit transmise au Bureau.

2.—Soumis le rapport de l'Avocat en Chef de la Cité, re: ouverture de rues sur le parc Lebrun, dans le quartier Longue Pointe.

Résolu: Après avoir pris communication du rapport de l'Inspecteur de la Cité, transmettant une offre soumise par M. J. Mayrand de vendre à la ville certains terrains pour ouverture de rues sur le Parc Lebrun, dans le quartier Longue Pointe, moyennant 6 cts. du pied pour 295,000 pieds, ce qui se monterait à \$17,500, de ne pas accepter l'offre ainsi faite, vu que ceci créerait un précédent.

3.—Sur l'information de l'échevin Judge que la Montreal Street Railway Co., aurait placé une voie d'évitement sans permis à travers le chemin principal à un terrain vacant, dans le quartier St-Paul, il est

Résolu: De prier l'Inspecteur de la Cité de bien vouloir vérifier les faits et si permis a été accordé, dans quelles circonstances il l'a été, et de faire rapport.

4.—Soumis le rapport de l'Inspecteur de la Cité concernant certaines accusations de MM. F. X. Lemieux et E. Dufour, contre le contremaître O. Groleau, qui aurait retiré une semaine de salaire comme charretier, soit \$12.00 lorsqu'il n'en payait que \$9.00 à son charretier, informant le Bureau qu'il a délégué le contremaître Dansereau pour faire cette enquête et que ce dernier n'a pu obtenir de réponse satisfaisante.

Résolu: De prier l'Inspecteur de la Cité de faire lui-même cette enquête et d'informer les plaignants de ce fait et de les inviter à faire leur déclaration suivant les faits et produire leurs témoignages, afin que ledit Inspecteur puisse faire rapport, sur les accusations portées.

5.—Le Bureau prend communication des rapports de M. T. A. Gauthier, Chef de Bureau, Cour du Recorder, et F. X. Perras, Greffier de ladite Cour, au sujet des plaintes faites par Son Honneur le Recorder Dupuis, re: travail dans ledit Bureau.

Résolu: De déposer aux archives.

6.—L'Inspecteur de la Cité fait rapport que le cantonnier Saint-Jacques, en charge des quartiers Est et Centre est décédé le 16 courant et a été remplacé temporairement par M. T. Renaud.

BOARD OF COMMISSIONERS

Report of meeting held the 23rd December 1910, p.m.

Present: Mr. Dupuis, chairman, Messrs. Wanklyn and Ainey.

1.—Resolved: To inform Mr. Janin, Chief Engineer, that the Commissioners desire that the engineers of the different departments confer, at least once every fortnight, in connection with matters in the interest of the general administration of the City, and that minutes be held of these meetings, mentioning all suggestions which may be made concerning the work of the different departments, and that a copy of these minutes be transmitted to the Board.

2.—Submitted a report from the Chief City Attorney concerning the opening of streets in Parc Lebrun, Longue Pointe Ward.

After having taken communication of the report of the City Surveyor transmitting an offer submitted by Mr. J. Mayrand to sell a certain piece of land to the City for the opening of streets in Parc Lebrun, Longue Pointe Ward, at 6 cts. per foot, for 295,000 feet, aggregating \$17,500: it was

Resolved: Not to accept said offer as made, inasmuch as the same would create a precedent.

3.—Alderman Judge informed the Board that the Montreal Street Railway Co., had without leave placed a siding across the main road to a certain piece of vacant land in St. Paul's Ward; and it was

Resolved: To request the City Surveyor to ascertain the truth of said allegation, and if permission had been granted, under what circumstances it was given, and to report thereon.

4.—Submitted a report from the City Surveyor anent certain charges laid by Messrs. F. X. Lemieux and E. Dufour against Mr. O. Groleau, foreman, accusing him of having drawn one week's salary as carter, namely: \$12.00, when he only paid \$9.00 to his driver, informing the Board that he had instructed Mr. Dansereau, foreman, about the matter, and that the latter was unable to obtain any satisfactory information.

Resolved: To request the City Surveyor to conduct this investigation personally, to inform the complainants of this fact, and to ask them to make a declaration bearing on the facts and to produce their witnesses, in order that the City Surveyor may report upon the charges which had been laid.

5.—The Board considered the reports from Messrs. T. A. Gauthier, Chief Clerk of the Recorder's Court, and F. X. Perras, Prosecuting Attorney of said Court, in connection with the complaints laid by His Honor Mr. Recorder Dupuis, concerning the work done in said office.

Resolved: To file the same of record.

6.—The City surveyor reported that section-man St. Jacques in charge of East and Centre wards died on the 16th inst., and had been temporarily replaced by Mr. T. Renaud.

Ce rapport est approuvé et déposé aux archives.

7.—L'Inspecteur de la Cité transmet une offre de The Montreal Trust Co., en date du 30 août dernier, d'acheter un certain terrain de la Cité, dans le quartier Saint-Denis, ladite compagnie étant prête à payer \$650.00 pour ledit terrain.

Après avoir pris communication du plan produit et après avoir pris en considération le rapport de l'Inspecteur de la Cité, il est

Résolu: D'informer le Montreal Trust Company que le Bureau n'est pas disposé à vendre cette propriété.

8.—Le Chef de Police fait rapport qu'il a reçu des soumissions pour certains travaux restant à faire au poste de police No 13, ces travaux consistant à remplacer des fenêtres doubles par des persiennes, et vu que dans les spécifications fournies au contracteur par la Ville il n'était pas fait mention des persiennes, il recommande qu'elles soient construites et que le coût en soit pris sur la balance de \$3,592.63 restant sur les appropriations votées pour la construction dudit poste.

Résolu: De prier M. Chaussé de bien vouloir produire les spécifications pour la construction de ces persiennes.

9.—Soumise une communication du Greffier de la Cité, transmettant une facture pour annonces dans le Canadian Official Railway Guide, ainsi qu'une copie d'une résolution du Conseil en date du 13 juillet 1909, votant une somme de \$125.00 pour la publication de cette annonce pendant un an, informant le Bureau que malgré que le contrat d'annonce en question soit expiré depuis six mois, la compagnie de publication a continué de publier l'annonce de la Ville, n'ayant reçu aucun avis de mettre fin à telle publication.

Résolu: D'informer le Greffier de la Cité que le Bureau ne peut recommander le paiement de ce compte, vu qu'aucune autorisation n'a été donnée de faire telle publication.

10.—Soumise une demande de M. W. Chaffee de publier une annonce pour la Cité dans The Canadian Railway Guide et de fournir quinze copies à chaque mois de l'année courante, et demandant l'autorisation de continuer cette annonce et de fournir le Guide comme par le passé.

Résolu: D'informer M. Chaffee que le Bureau n'entend pas souscrire cette année et qu'il ne peut recommander de payer le compte produit.

11.—Le Surintendant du Parc Mont Royal fait rapport pour niveler et remplir les chemins à travers la propriété Redpath, tel que proposé dans le plan produit par The Carrick Limited, une somme de \$6,000 sera requise.

Résolu: De retourner le rapport au Surintendant avec prière de fournir un estimé détaillé.

12.—Soumis un rapport du Chef du département des Incendies transmettant la demande de l'ex-capitaine P. O. Richard d'une police acquittée de \$1,000 en vertu de la résolution adoptée par le Conseil le 18 janvier 1875, informant le Bureau que M. Richard n'a pas quitté le service par maladie ou autre cause imprévue, mais à cause de son âge avancé.

Résolu: De référer au Département Loi pour savoir si la Cité est tenue d'accorder telle police acquittée.

13.—Le rapport hebdomadaire sur le progrès des travaux permanents exécutés par le département de l'Aqueduc, semaine finissant le 2 décembre 1910 est déposé.

14.—Le Chef de Police recommande l'incorporation de l'Association dite "Le Conseil de Saint-Henri".

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

15.—Soumise une lettre de M. Chs. Lanctôt, assistant-Procureur Général, relativement aux amendes perçues par la Cour du Recorder et priant le Bureau de mettre cette question sous considération.

Résolu: De référer à l'Avocat en Chef de la Cité, pour les renseignements complets sur cette question.

16.—Soumis un extrait des minutes du Conseil, assemblée du 12 Décembre courant, sur motion de l'échevin L. A. Lapointe, secondé par l'échevin O'Connell, il fut résolu: vu le rapport du Bureau des Commissaires recommandant d'approuver le rapport du Trésorier de la Cité, à l'effet d'augmenter le taux de la taxe foncière, de renvoyer ledit rapport au Bureau des Commissaires, le Conseil déclarant ne pas être prêt à se prononcer sur l'opportunité d'aug-

This report was approved of and filed of record.

7.—The City Surveyor transmitted an offer of the Montreal Trust Co., dated 30th. August last offering to purchase a certain piece of land from the City in St. Denis Ward, the said Company being willing to pay \$650 for the same.

After having considered the plan produced and the report of the City Surveyor in connection with the said offer, it was

Resolved: To inform the Montreal Trust Company that the Board is not disposed to sell said property.

8.—The Chief of Police reported that he had received tenders for certain work remaining to be performed at No 13 Station; said work consisting in the replacing of double windows by shutters, and inasmuch as the specifications supplied by the City to the Contractor did not mention said shutters, he recommended that the same be constructed and the cost thereof charged against the balance of \$3,592.63, voted in the appropriation for the construction of said station.

Resolved: To request Mr. Chaussé to produce the specifications for the construction of said shutters.

9.—Submitted a communication from the City Clerk transmitting an account for an advertising in the Canadian Official Railway Guide, as well as a copy of the resolution of Council, dated 13th. July 1909, voting the sum of \$125 for the publication of said advertisement for one year; informing the Board that notwithstanding the fact that this contract expired six months ago the said Publishing Company continued the publication of the City's advertisement, inasmuch as no notice had been sent to them to discontinue the same.

Resolved: To inform the City Clerk that the Board cannot recommend the payment of said account, inasmuch as no authorization was given to publish said advertisement.

10.—Submitted a request from Mr. W. Chaffee to publish an advertisement for the City in the Canadian Railway Guide, and to supply 15 copies of said publication each month during the current year, and to ask the Board's authorization to continue said advertisement and to supply the Guide as in the past.

Resolved: To inform Mr. Chaffee that the Board is not prepared to subscribe this year, and that they are unable to recommend the payment of the account produced.

11.—The Superintendent of Mount Royal Park reported that in order to level and fill in the roads by the Carrick Company, Limited, the sum of \$6,000 will be required.

Resolved: To send back said report to the Superintendent, with a request that he prepare a detailed estimate.

12.—Submitted a report from the Chief of the Fire Department transmitting a demand from ex-Captain P. O. Richard, asking for a paid-up policy of \$1,000 in virtue of a resolution adopted by the Council on the 13th January 1875, informing the Board that Mr. Richard did not relinquish the service on account of ill-health, or any other reason, but owing to advanced age.

Resolved: to refer said report to the Law Department in order to ascertain if the City is held to grant said paid-up policy.

13.—The weekly report on the progress of permanent work executed by the Water Department for the week ending 2nd December 1910 is filed of record.

14.—The Chief of Police recommended the incorporation of the Association known as "Le Conseil de Saint Henri."

Resolved: To report to Council accordingly.

15.—Submitted a letter from Mr. Chs. Lanctôt, assistant attorney general, concerning the fines collected in the Recorder's Court, and asking the Board to consider this question.

Resolved: To refer the same to the Chief City Attorney for full information on the question at issue.

16.—Submitted an extract of minutes of Council, meeting held 12th December instant, when on motion of Alderman L. A. Lapointe, seconded by Alderman O'Connell, it was resolved; that owing to the report of the Board of Commissioners recommending the approval of the report of the City Treasurer to increase the rate of taxation, said report was referred back to the Board of Commissioners,

menter la taxe à moins qu'un état soit produit démontrant l'état financier exact de la Cité et à moins qu'il ne soit démontré qu'il n'existe aucun autre moyen que celui d'augmenter la taxe.

Résolu: De déposer aux archives.

17.—Soumis un extrait des minutes du Conseil, séance du 12 décembre 1910, à l'effet de référer au Bureau des Commissaires un rapport de la Commission Spéciale re: établissement d'un refuge municipal.

Résolu: De référer au Directeur de l'Assistance Municipale.

18.—Le Chef du département des Incendies recommande de faire continuer le tuyau du haut niveau sur la rue Sainte-Catherine, de la rue Bleury à la rue Amherst et de le relier à celui de la rue Sherbrooke par la rue Amherst.

Résolu: De référer au Surintendant de l'Aqueduc.

19.—Le Surintendant de l'Aqueduc informe le Bureau que pour satisfaire à la requête des Commissaires d'Ecoles de Saint-Denis de Montréal, à l'effet de faire donner l'eau aux requérants, rue Saint-André, sud de l'Avenue Laurier, il faudrait ordonner à la Cie Montreal Water and Power Co., de poser 200 pieds de conduite principale moyennant une allocation de 10 centins par pied à payer annuellement à ladite compagnie pendant dix ans.

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

20.—Soumise une communication du Trésorier de la Cité, au sujet de l'application des Syndics des Ecoles Protestantes, concernant l'émission de débetures.

Résolu: De référer à la Commission de Législation avec recommandation d'approuver.

21.—Le Médecin Officier de Santé transmet copie de l'ordre Ministériel passé par le département de l'Agriculture, le 7 décembre courant à Ottawa, rescindant les ordres concernant les précautions particulières contre la rage et recommande de rescinder la résolution de ce Bureau en date du 22 mars dernier à ce sujet.

Résolu: En conséquence que la résolution du 22 mars dernier soit rescindée et annulée à toutes fins que de droit.

Ajournement,

L. N. SENECAI,

Secrétaire.

COMMISSION DE LEGISLATION

Compte-rendu de l'assemblée du 29 décembre.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, président, Dandurand, O'Connell et Brodeur.

Assistent aussi à l'assemblée: MM. les échevins Emaré et N. Lapointe.

La Commission procède à l'étude de certains amendements supplémentaires à la Charte de la Cité.

Après mûre délibération, les amendements suivants sont adoptés.

(Pour amendements, voir le livre des Minutes).

Il est aussi

Résolu: De soumettre lesdits amendements au Conseil et de recommander que le Greffier de la Cité soit autorisé à publier de nouveaux avis, si la chose est nécessaire, afin de couvrir tous les amendements adoptés par le Conseil.

Résolu: De recommander au Conseil qu'un crédit de \$3,000 soit voté et mis à la disposition du Bureau des Commissaires pour payer les honoraires exigés par les règles de la Législature de la Province ainsi que pour la préparation du bill, traduction, frais d'annonce, d'impressions et de représentations, dépenses des délégués à Québec et autres dépenses de même nature.

Vu que le secrétaire de cette Commission est obligé d'assister aux réunions de cette Commission qui ont toujours lieu le soir et que cela lui occasionne un surcroît de travail considérable,

Résolu: Que cette Commission prie respectueusement le Bureau des Commissaires de bien vouloir lui voter une

the Council declaring they were not prepared to pronounce themselves upon the advisability of increasing the rate of taxation, unless a statement was produced showing the exact financial condition of the City, and showing that no other means existed than the said increase of taxation.

Resolved: To file the same of record.

17.—Submitted an extract of the minutes of Council, meeting held 12th December 1910, referring to the Board of Commissioners a report of the Special Committee re establishment of a municipal refuge.

Resolved: To refer the same to the Inspector of Municipal Assistance.

18.—The Chief of the Fire Department recommended that the high water pressure main on St. Catherine street to Bleury street be extended as far as Amherst street, and that the same be connected by way of Amherst street to the main on Sherbrooke Street.

Resolved: To refer the said report to the Supt. of Water Works.

19.—The Superintendent of Water Works informed the Board that in order to comply with the petition of the School Commissioners of St. Denis of Montreal, asking that water be supplied to the petitioners of St. André street, south of Laurier Avenue, it would be necessary to order the Montreal Water and Power Company to lay 200 feet of main pipe at 10 cts. per foot, to be paid annually to said Company during a period of 10 years.

Resolved: To report to Council accordingly.

20.—Submitted a communication from the City Treasurer, with an application of the Trustees of the Protestant Schools concerning the issue of debentures.

Resolved: To refer the same to the Legislation Committee for their approval of the same.

21.—The Medical Health Officer transmitted a copy of a Ministerial order issued by the Department of Agriculture of the 7th December last at Ottawa, rescinding the orders given concerning special precautions to be taken against rabies, and recommending that the resolution of this Board, dated 22 March last, in this connection, be repealed. It was accordingly Resolved: that the resolution of the 22nd March be repealed and annulled.

Adjourned.

L. N. SENECAI,
Secretary

LEGISLATION COMMITTEE

Report of meeting held the 29th December.

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, Dandurand, O'Connell and Brodeur.

Ald. Emaré and N. Lapointe also attended the meeting.

The Committee proceeded with the consideration of certain additional amendments to the City Charter.

After mature deliberation, the following amendments were adopted. (For amendments see Minute book).

It was also

Resolved: To submit said amendments to the Council and to recommend that the City Clerk be authorized to publish new notices, if necessary, so as to cover all the amendments adopted by the Council.

Resolved: To recommend to Council that an appropriation of \$3,000 be voted and placed at the disposal of the Board of Commissioners so as to pay the fees required by the rules of the Provincial Legislature and for preparing and translating the bill, cost of advertisements, of printing and representation, expenses of delegates at Québec and other similar expenses.

Whereas the secretary of this Committee has to attend to the meetings of this Committee which are always held in the evening, thereby imposing on him considerable extra work,

Resolved: That this Committee respectfully request the Board of Commissioners to vote for that reason a remuneration

rémunération de \$200.00 ou de lui accorder pour l'année prochaine une augmentation de salaire du même montant.

Résolu: Que les Avocats de la Cité et le Secrétaire de cette Commission soient autorisés à aller à Québec lorsqu'ils le jugeront nécessaire relativement au bill qui doit être présenté à la Législature pour obtenir certains amendements à la Charte de la Cité.

Résolu: Que les membres de cette Commission ont appris avec un profond chagrin le décès de Madame Tétreau, avec un profond regret le décès de Madame Tétreau, épouse de leur estimé collègue, M. l'échevin Tétreau et qu'ils désirent leur exprimer leurs sincères sympathies dans le malheur qui l'a frappé

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

COMMISSION SPECIALE *re* CHEMINS A BARRIERES

Compte-rendu de l'assemblée du 29 décembre

Sont présents: MM. les échevins Bastien, président; Emard, L. A. Lapointe, Mayrand, Marciel, Drummond, Larivière, Deguire, Lussier.

Soumise une communication des avocats de la Cité, au sujet des mesures à adopter afin de faire disparaître les barrières de péage dans les quartiers récemment annexés.

Et un débat se'engageant .

Il est

Résolu: Que les avocats de la Cité soient autorisés à faire préparer immédiatement par un des notaires de la Cité, tous les actes que lesdits avocats jugeront nécessaires de faire signifier aux syndics des Chemins à Barrières, et de soumettre ces actes au Conseil afin de les faire approuver et pour autoriser Son Honneur le maire et le Greffier de la Cité à les signer au nom de la Cité.

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Asst. Greffier de la Cité.

COMMISSION DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 4 janvier.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, président, Brodeur, Dandurand, Dubeau et Tétreau.

Les minutes des trois dernières séances sont lues et ratifiées.

Assistent aussi à l'assemblée MM. les échevins Boyd, Emard, Clément, Garceau et Gauvin, et M. Oscar Lavallée, C. R., avocat de la Cité.

L'honorable L. O. Taillon se présente devant la Commission et demande que les mots suivants soient ajoutés dans les avis supplémentaires que la Ville se propose de donner en rapport avec les amendements à sa charte. "Ratification de l'acte passé le 7 janvier 1910, pour fermeture de rues entre la Cité et la Compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien."

Résolu: D'acquiescer à cette demande.

Soumise une résolution du Bureau des Commissaires priant cette Commission d'ajouter dans le projet d'avis supplémentaires *re* amendements à la charte, les mots suivants:

"Modifications des termes de la loi concernant les obligations envers les municipalités récemment annexées et moyens de pourvoir à ces obligations."

Résolu: D'acquiescer à la demande du Bureau des Commissaires.

neration of \$200.00 or to grant him for next year an increase of salary equal to said sum.

It was also

Resolved: That the City Attorney and the secretary of this Committee be authorized to proceed to Quebec, when deemed necessary, concerning the bill to be presented to the Legislature in order to obtain certain amendments to the City Charter.

Resolved: That the members of this Committee have learned with deep regret the demise of Mrs. Tetreau, wife of their esteemed colleague, and that they desire to express to him their sincere sympathy in his sad bereavement.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

SPECIAL COMMITTEE *re* TURNPIKE ROADS

Report of meeting held the 29th December.

Present: Ald. Bastien, chairman; Emard, L. A. Lapointe, Mayrand, Marciel, Drummond, Larivière, Deguire, Lussier.

The minutes of the two last meetings were read and confirmed.

Submitted a communication from the City Attorneys anent the measures to be taken in order to remove the toll gates from the wards recently annexed.

And a debate arising, it was

Resolved: That the City Attorneys be authorized to have the City notaries prepare immediately all the acts they may deem necessary to serve upon the Turnpike Trust and that the said acts be submitted to Council, so that they may be approved and that His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the same on behalf of the City.

JULES CREPEAU,
Asst. City Clerk.

LEGISLATION COMMITTEE

Report of meeting held on the 4th. January.

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, Brodeur, Dandurand, Dubeau and Tetreau.

The minutes of the three last meetings were read and confirmed.

Ald. Boyd, Emard, Clément, Garceau and Gauvin, and Mr. Oscar Lavallée, K. C., City Attorney, also attended the meeting.

Honorable L. O. Taillon appeared before the Committee and asked that the following words be added in the proposed supplementary notices to be given in connection with the amendments to the Charter. "To ratify the deed between the City and the Canadian Pacific Railway Company, of the 7th. of January 1910, anent the closing of streets."

Resolved: To concur in said request.

Submitted a resolution from the Board of Commissioners requesting this Committee to add in the proposed supplementary notices *re* amendments to the Charter, the following words:

"Modification of terms of the law concerning the obligations towards the newly annexed municipalities and the means of meeting same."

Resolved: To concur in the request of the Board of Commissioners.

Le projet d'avis suivant est alors approuvé et le secrétaire reçoit instruction d'envoyer ledit avis à Québec immédiatement, afin qu'il soit publié dans la "Gazette Officielle" de cette semaine.

"Règlementation et prohibition de l'usage des armes à feu; installation de taximètres dans les voitures de louage et tarif des automobiles; règlementation de la sub-division de terrains et inscription de rues cadastrées; aqueduc et installation de robinets d'arrêt dans les habitations; traitement des recorders et Cour des Recorders; pension de fonctionnaires; règlementation de la construction des bâtiments et application des règlements sur cette matière à tous les quartiers de la Cité; mesure d'hygiène relative à la propreté dans les habitations; droit de percevoir des municipalités les dépenses encourues par l'hospitalisation de malades venant de ces municipalités; règlementation de la coupe des arbres; pouvoir de la Cité d'émettre des emprunts pour fins scolaires; dépenses résultant des obligations imposées à la Cité dans les nouveaux quartiers; ratification de règlements et de rôles faits dans ces quartiers avant l'annexion; modification des obligations de la Cité envers ces quartiers et moyens d'y faire face; pouvoir des estimateurs; installation d'une batterie parc Mont-Royal; souscription au monument du Roi; enregistrement des rues et voies publiques des quartiers annexés; Voirie; dépôt pour refaire chaussée et pavage dans rues excavées; ratification de l'acte passé le 7 janvier 1910, pour fermeture de rues entre la Cité et la Cie de chemin de fer Pacifique Canadien."

Le projet suivant d'amendements à la charte est soumis et approuvé.

(M. l'échevin Tétreau dissident sur la clause 5.)

(Pour amendements voir page 846 de la "Gazette Municipale.")

Soumis une communication du secrétaire honoraire de l'Association des Citoyens, adressée à Son Honneur le Maire et aux échevins de la Ville de Montréal, transmettant le texte d'une résolution adoptée par l'Association des Citoyens de Montréal relativement à la redivision des quartiers de la Ville.

Résolu: Vu que les documents sont adressés au Maire et aux échevins de la Ville de Montréal de mettre lesdits documents devant le Conseil.

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte-rendu de l'assemblée mensuelle du 9 janvier

Son Honneur le Maire, l'Honorable J. J. E. Guérin, occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot, Marcell, Judée, Bastien, Emond, Larivière, Lussier, Deguire, Drummond, Morin et MM. les Commissaires Ainey, Dupuis, Lachapelle et Wanklyn.

Le procès-verbal de la dernière assemblée est lu et ratifié.

M. l'échevin Victor Morin, élu le 22 décembre dernier, pour représenter le quartier Centre, est présenté au Conseil par MM. les échevins L. A. Lapointe et Carter, et conduit à son siège.

REQUETES, ETC.

1.—De cultivateurs des comtés avoisinants, demandant que soient exécutées certaines améliorations au Marché Bonsecours.

2.—De MM. Beardmore & Co. au sujet de la permission qui leur est accordée de construire une voûte à l'encoignure des rues Lemoine et Saint-Pierre.

The following draft of notice was then approved of and the secretary was instructed to send immediately to Québec the said notice, so that it may be published in the "Official Gazette" of this week:

"Regulation and prohibition of the use of fire arms; installation of taximeters in hackney coaches and tariff of charges for automobiles; regulation of the sub-division of lands and inscription of cadastered streets; water works and installation of stop-cocks in dwellings; salary of the Recorders and Recorder's Court; pension of officials; regulation of the erection of buildings and application of the building by-laws to all the wards of the City; sanitary measures in connection with the cleanliness of dwellings; power to collect from municipalities the expenditure incurred for the treatment, in hospitals, of patients coming from such municipalities; regulation of the cutting of trees; power of the City to issue loans for school purposes; expenditure resulting from the obligations imposed upon the City in the new wards; ratification of by-laws and rolls made in such wards previous to annexation; modification of the obligations of the City towards said wards, and means of meeting same; powers of the assessors; installation of a battery on Mount Royal Park; subscription to the King's Monument; recording of streets and public highways of annexed wards; Roads; deposit to cover cost of repairing streets and pavements when excavations are made; ratification of the deed passed on the 7th. January 1910, for closing of streets between the City and the Canadian Pacific Railway Company".

The following draft of amendments to the charter was submitted and confirmed. (Ald. Tétreau dissenting as to clause 5).

(For amendments see page 846 of the "Municipal Gazette".)

Submitted a communication from the Honorary Secretary of the Citizen's Association, addressed to His Worship the Mayor and the Aldermen of the City of Montreal, transmitting the text of a resolution adopted by the Citizens' Association of Montreal, concerning the redistribution of the wards of the City.

Resolved: As the said documents are addressed to the Mayor and Aldermen of the City of Montreal, that the said documents be submitted to the Council.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

CITY COUNCIL

Report of Monthly Meeting, held on the 9th January.

His Worship the Mayor, Hon. J. J. E. Guerin, in the chair.

Present: Ald. L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot, Marcell, Judée, Bastien, Emond, Larivière, Lussier, Deguire, Drummond, Morin and Commissioners Ainey, Dupuis, Lachapelle and Wanklyn.

The Minutes of the last meeting were read and confirmed.

Ald. Victor Morin, elected on the 22rd December last to represent Centre Ward, was introduced to the Council by Ald. L. A. Lapointe, and Carter and escorted to his seat.

PETITIONS, ETC.

1.—From Farmers from surrounding counties, asking for certain improvements to Bonsecours Market.

2.—From Messrs. Beardmore & Co. re permission granted to them to construct a vault corner of Lemoine and St. Peter Streets.

3.—From Hebrew Beth Israel Congregation of Montreal to be incorporated.

3.—De la "Hebrew Beth Israel Congregation" de Montréal, demandant qu'elle soit constituée en corporation.

Renvoyées au Bureau des Commissaires.

4.—Contrat entre la Cité et M. Chs. G. Greenshields re conduit électrique dans la rue MacGregor.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin CARTER, il est

Résolu: Que soit approuvé l'acte d'accord passé entre la Cité de Montréal et Charles G. Greenshields, Ecr., re permission accordée le 9 novembre à J. N. Greenshields, et de poser un conduit électrique sous la rue MacGregor, et que Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité soient autorisés à signer ledit acte au nom de la Cité, après qu'il aura été approuvé par les avocats de la Cité.

5.—Sur proposition de M. l'échevin EMARD, appuyée par M. l'échevin BASTIEN, il est

Résolu: Que l'opinion du Département en Loi au sujet de la Compagnie de chemin de fer Urbain de Montréal, qui a été déposée sur le bureau à la séance tenue le 30 décembre 1910, soit prise en considération et que les avocats de la Cité reçoivent instructions de mettre immédiatement en demeure par un acte notarié la Compagnie de Chemin de fer Urbain de Montréal, de remplir les obligations auxquelles elle est tenue par les dispositions du règlement No 210 et par les dispositions du contrat passé entre la Cité et ladite Compagnie vis-à-vis les municipalités qui sont maintenant annexées à la Cité de Montréal, et enjoignant à ladite Compagnie de prolonger ses voies et ferrées dans certains territoires tel qu'ordonné par différentes résolutions adoptées par le Conseil de Ville de Montréal. Que lesdits Avocats soient aussi autorisés à prendre toutes les autres procédures qu'ils jugeront nécessaires à ce sujet.

6.—Sur proposition de M. l'échevin N. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LETOURNEAU, il est

Résolu: Que le rapport du Bureau des Commissaires au sujet de l'achat de la Compagnie "Montreal Water & Power Co." qui a été déposé sur le bureau le 12 décembre 1910, soit maintenant pris en considération et que ledit rapport soit renvoyé à une Commission Spéciale composée de MM. les échevins Boyd, Carter, Ward, Lussier, Emard, Larivière, Tétreau, Turcot, et Prud'homme, avec instructions de faire rapport sur cette question sous le plus court délai possible et avec autorisation d'obtenir des chefs de service toute l'aide dont ladite Commission aura besoin afin de faciliter son travail.

RAPPORTS.

7.—De la Commission Spéciale de Législation, au sujet de la recommandation du Comité des Citoyens à l'effet de modifier les limites des quartiers.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin Robinson, il est

Résolu: Que ledit rapport soit déposé sur le bureau et que le Greffier de la Cité soit prié de faire préparer et de transmettre à tous les membres du Conseil, dans le plus court délai possible:

1.—Une copie de tous les documents transmis par l'Association des Citoyens;

2.—Une copie du projet de division de la Ville en 25 quartiers, annexée aux présentes, et du projet de division de la Ville en 10 quartiers, projet aussi annexé aux présentes;

3.—Un état indiquant le nombre total d'électeurs dans chacun des quartiers et dans chacune des divisions électorales suggérées;

4.—Un état démontrant la valeur des immeubles taxés et non taxés dans lesdits quartiers et dans chacune des divisions électorales suggérées.

5.—Un état montrant le revenu que la Ville perçoit dans chacun desdits quartiers et dans chacune desdites divisions électorales.

6.—Un plan de la Ville, indiquant chacun desdits quartiers et chacune desdites divisions électorales.

Il est aussi

Résolu: De transmettre à tous les membres du Conseil les projets de division des quartiers de la Ville, tels que suggérés par les échevins Marcil et Tétreau.

8.—De la Commission Spéciale de Législation, suggé-

Referred to the Board of Commissioners.

4.—Agreement between the City and Chs. G. Greenshields, re electric conduit in MacGregor St.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. CARTER, it was

Resolved: That the deed of agreement between the City of Montreal and Charles G. Greenshields, Esq., re permission granted on the 9th November 1910 to J. N. Greenshields to lay an electric conduit under MacGregor St., be approved and that His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the same on behalf of the City, after said agreement shall have been approved by the City Attorneys.

5.—On motion of Ald. EMARD, seconded by Ald. BASTIEN, it was

Resolved: That the opinion of the Law Department in connection with the M.S.R.Co., which was laid on the table at the meeting held on the 30th December, 1910, be considered, and that the City Attorneys be instructed to immediately require the M. S. R. Co., by a notarial deed, to fulfill the obligations set forth in by-law No. 210 and which it has assumed by the agreement entered into between the City and the said Company towards the municipalities which are now annexed to the City of Montreal, and notifying the said Company to extend its tracks in certain territories, as ordered by different resolutions passed by the Council of the City of Montreal, and that the City Attorneys be authorized to take all such other proceedings as they may deem advisable in this connection.

6.—On motion of Ald. N. LAPOINTE, seconded by Ald. LETOURNEAU, it was

Resolved: That the report of the Board of Commissioners in connection with the purchase of the Montreal Water & Power Co., which was laid on the table on the 12th December 1910, be now considered, and that said report be referred to a special Committee, composed of Ald. Boyd, Carter, Ward, Lussier, Emard, Larivière, Tétreau, Turcot and Prud'homme, with instructions to report on this question within the shortest possible delay and with authorization to obtain from the heads of departments such assistance as the said committee may require in order to facilitate its work.

REPORTS.

7.—From Special Committee on Legislation, anent recommendation of the Citizens' Committee to alter the limits of the wards.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Resolved: That said report be laid on the table and that the City Clerk be instructed to cause to be prepared and to transmit to all the members of Council, within the shortest possible delay;

1.—A copy of all the documents transmitted by the Citizens' Association;

2.—A copy of the proposal of dividing the City into 25 wards, hereunto annexed, and of the proposal of dividing the City into 10 wards, also hereunto annexed;

3.—A statement showing the total number of electors in each of the wards and in each of the electoral divisions suggested;

4.—A statement showing the value of the assessable and unassessable properties in the said wards and in each of the electoral divisions suggested;

5.—A statement showing the revenue which the City derives in each of the said wards and in each of the said electoral divisions;

6.—A plan of the City showing each of the said wards and each of said electoral divisions.

It was also

Resolved: To also transmit to the members of the Council the proposed drafts of division of the City wards as suggested by Ald. Marcil and Tétreau.

8.—From Special Committee on Legislation, suggesting certain additional amendments to the City Charter.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON it was.

rant certains amendements supplémentaires à la Charte de la Cité.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que ledit projet d'amendements soit étudié clause par clause.

Sur ce, le Conseil procède à l'étude dudit projet d'amendements clause par clause.

Et les sections 1, 2 et 3 étant lues, elles sont agréées.

Les sections 4 et 5 étant lues.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin EMARD, il est

Résolu: Que l'étude desdites sections soit remise jusqu'à la prochaine assemblée du Conseil, et que le Bureau des Commissaires soit prié de soumettre au Conseil un état démontrant les obligations que la Ville a assumées envers les municipalités récemment annexées.

A ce sujet, M. l'échevin L. A. Lapointe soumet un état démontrant les terrains en culture dans les quartiers annexés à la Ville en 1910, lequel état est aussi renvoyé au Bureau des Commissaires.

Les sections 6, 7, 8 et 9 étant lues, elles sont agréées.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission de Législation et le projet d'amendements y annexé, sauf les sections 4 et 5, qui ont été suspendues, soit adopté.

QUESTIONS.

9.—Certaines questions sont posées au Bureau des Commissaires par différents membres du Conseil, avec prière d'y répondre:

(a) Par M. l'échevin Ward, au sujet de l'élargissement de la rue de la Montagne;

(b) Par M. l'échevin Garceau, au sujet de la Montreal Light, Heat & Power Co.;

(c) Par M. l'échevin Turcot, au sujet des égouts du quartier Laurier;

(d) Par M. l'échevin Drummond, au sujet du drainage du quartier Rosemont;

(e) Par M. l'échevin Marciel, au sujet du service du Park & Island Railway;

(f) Par M. l'échevin Tétreau, demandant un état du coût de certains travaux.

ORDRE DU JOUR.

10.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin Tétreau à l'effet d'abroger la règle 117 re travail en régie,

M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin TURCOT,

Propose: Que la règle 117 des règles du Conseil soit abrogée et annulée.

Le Conseil se partage sur cette proposition.

Pour: L. A. Lapointe, Leclair, O'Connell, Lamoureux, Prud'homme, Dandurand, Gauvin, Dubeau, Garceau, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot, Marciel, Bastien, Emard, Larivière, Deguire, Drummond, Morin—21.

Contre: N. Lapointe, Ward, Robinson, Carter, Boyd, Brodeur, Monahan, Judge—8.

Ladite proposition est ainsi adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

11.—Etant lu l'ordre du jour (a) pour adopter en 1ère, 2ième et 3ième lectures un règlement à l'effet d'amender le règlement No. 210 re M. S. R. Co.; (b) pour adopter en 1ère, 2ième et 3ième lectures un règlement à l'effet d'établir un département des travaux publics; (c) pour adopter en 1ère, 2ième et 3ième lectures un règlement pour un emprunt de \$1,000,000 pour l'établissement d'une usine d'éclairage; (d) pour prendre en considération un rapport du Bureau des Commissaires re Expansion de Montréal,

Ordre est donné de biffer lesdits items.

12.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un extrait des procès-verbaux des Commissaires re certains employés, il est

Resolved: That said draft of amendments be considered clause by clause.

The Council thereupon proceeded to consider said draft of amendments clause by clause.

And sections 1, 2 and 3 being read the same were agreed to.

Sections 4 and 5 being read,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. EMARD, it was

Resolved: That further consideration of said sections be deferred until the next meeting of the Council, and that the Board of Commissioners be requested to submit to the Council a statement showing the obligations of the City towards the municipalities recently annexed.

In this connection, Ald. L. A. Lapointe submitted a statement showing the lands under cultivation in the wards annexed to the City in 1910, which said statement was also referred to the Board of Commissioners.

Sections 6, 7, 8 and 9 being read, the same were agreed to.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Resolved: That said report of the Legislation Committee and the draft of amendments annexed thereto, with the exception of sections 4 and 5, which have been deferred, be adopted.

QUESTIONS.

9.—Certain questions were put to the Board of Commissioners by different members of the Council, with a request that replies be made thereto:

(a) By Ald. Ward, concerning the widening of Mountain street;

(b) By Ald. Garceau, concerning Montreal Light Heat & Power Co.;

(c) By Ald. Turcot, re sewers in Laurier ward;

(d) By Ald. Drummond, re drainage of Rosemont ward;

(e) By Ald. Marciel, re Park & Island Railway service;

(f) By Ald. Tétreau, for a statement of the cost of certain works.

ORDER OF THE DAY.

10.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. Tétreau to repeal rule 117 re day labor,

Ald. TETREAU moved, seconded by Ald. TURCOT

That rule 117 of the rules of Council be repealed and annulled.

The Council divided thereon:

Yeas: L. A. Lapointe, Leclair, O'Connell, Lamoureux, Prud'homme, Dandurand, Gauvin, Dubeau, Garceau, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot, Marciel, Bastien, Emard, Larivière, Deguire, Drummond, Morin—21.

Nays: N. Lapointe, Ward, Robinson, Carter, Boyd, Brodeur, Monahan, Judge—8.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

11.—The order of the day being read for (a) the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 210 re: M. S. R. Co.; (b) the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to establish a public work department; (c) the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for a loan of \$1,000,000 for a lighting plant; (d) to consider a report from the Board of Commissioners re: Greater Montreal, the same were

Ordered: To be struck out.

12.—The order of the day being read to consider an extract from the minutes from the Board of Commissioners re certain employees, the same was

Ordered: to be filed of record.

13.—The order of the day being read for 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate buildings on Bishop street, said by-law was accordingly read a first time.

Ordonné: De le déposer aux archives.

13.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2ième et 3ième lectures un règlement concernant les édifices sur la rue Bishop, ledit règlement est en conséquence lu une première fois.

Sur proposition de M. l'échevin WARD, appuyé par M. l'échevin LECLAIRE, il est

Résolu: Que la règle 79 soit suspendue et que le Conseil procède maintenant à l'étude dudit règlement en deuxième et troisième lecture.

Sur ce, le Conseil procède à l'étude dudit règlement en 2ième lecture.

Et les sections 1, 2, 3 et 4 étant lues, elles sont agréées.

Ledit règlement est alors lu une deuxième fois.

Sur proposition de M. l'échevin WARD, appuyé par M. l'échevin LECLAIRE, il est:

Résolu: Que ledit règlement soit lu une troisième fois.

Ledit règlement est alors lu une troisième fois.

Sur proposition de M. l'échevin WARD, appuyé par M. l'échevin LECLAIRE, il est

Résolu: Que ledit règlement soit grossoyé et qu'il soit présenté à Son Honneur le Maire et au Greffier de la Cité pour qu'ils y apposent leurs signatures.

14.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2ième et 3ième lectures un règlement à l'effet de prohiber l'érection d'écuries dans certaines parties de la Ville,

Sur proposition de M. l'échevin DUBEAU, appuyé par M. l'échevin ROUX, il est

Résolu: Que ledit projet de règlement soit référé à la Commission Spéciale nommée pour la révision des règlements concernant les édifices.

15.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2ième et 3ième lectures un règlement concernant la construction des édifices sur la rue Anger, ledit règlement est en conséquence lu une première fois.

Sur proposition de M. l'échevin JUDGE, appuyée par M. l'échevin EMARD, il est

Résolu: Que la Règle 79 des Règles du Conseil soit suspendue et que le Conseil procède maintenant à l'étude dudit règlement en deuxième lecture.

Le Conseil procède alors à l'étude dudit règlement en deuxième lecture, et

Les sections 1, 2, 3 et 4 étant lues, elles sont agréées.

Ledit règlement est alors lu une deuxième fois.

Sur proposition de M. l'échevin Judge, appuyée par M. l'échevin EMARD, il est

Résolu: Que ledit règlement soit maintenant lu une troisième fois.

Ledit règlement est en conséquence lu pour la troisième fois, et il est agréé.

Sur proposition de M. l'échevin Judge, appuyée par M. l'échevin EMARD, il est

Résolu: Que ledit règlement soit grossoyé et qu'il soit présenté à Son Honneur le Maire et au Greffier de la Cité pour qu'ils y apposent leurs signatures.

16.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2ième et 3ième lectures un règlement à l'effet d'amender le règlement No. 296 concernant les marchés,

Ledit règlement est en conséquence lu une première fois.

16.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2ième et 3ième lectures un règlement à l'effet d'amender le règlement No 401, re: circulation, ledit règlement est en conséquence lu une 1ère fois.

Sur proposition de M. l'échevin TETREAU, appuyée par M. l'échevin CLEMENT, il est

Résolu: Que la Règle 79 des Règles du Conseil soit suspendue et que le Conseil procède maintenant à l'étude dudit règlement en deuxième lecture.

Le Conseil procède alors à l'étude dudit règlement en deuxième lecture, et

Les sections 1 et 2 étant lues, elles sont agréées.

Ledit règlement est alors lu une deuxième fois.

Sur proposition de M. l'échevin TETREAU, appuyée par M. l'échevin CLEMENT, il est

Résolu: Que ledit règlement soit maintenant lu une troisième fois.

On motion of Ald. WARD, seconded by Ald. LECLAIRE, it was

Resolved: That rule 79 be suspended and that the Council do now proceed to consider said by-law in second and third reading.

The Council thereupon proceeded in second reading.

And sections 1, 2, 3 and 4 being read, the same were agreed to.

Said by-law was then read a second time.

On motion of Ald. WARD, seconded by Ald. LECLAIRE, it was

Resolved: That said by-law be now read a third time.

Said by-law was accordingly read a third time and agreed to.

On motion of Ald. WARD, seconded by Ald. LECLAIRE, it was.

Resolved: That said by-law be engrossed and presented to His Worship the Mayor and the City Clerk for their signatures.

14.—The order of the day being read for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to prohibit the erection of stables in certain parts of the City,

On motion of Ald. DUBEAU, seconded by Ald. ROUX, it was

Resolved: That said draft of by-law re referred to the Special Committee appointed to revise the buildings by-law.

15.—The order of the day being read for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate building on Anger street, said by-law was accordingly read a 1st time.

On motion of Ald. JUDGE, seconded by Ald. EMARD, it was

Resolved: That rule 79 be suspended and that the Council do now proceed to consider said by-law in 2nd and 3rd reading.

The Council thereupon proceeded to consider said by-law in second reading.

And sections 1, 2, 3 and 4 being read, the same were agreed to.

Said by-law was then read a second time.

On motion of Ald. JUDGE, seconded by Ald. EMARD, it was

Resolved: That said by-law be now read a third time,

Said by-law was accordingly read a third time and agreed to.

On motion of Ald. JUDGE, seconded by Ald. EMARD, it was

Resolved: That said by-law be engrossed and presented to His Worship the Mayor and the City Clerk for their signatures.

16.—The order of the day being read for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 296 re: Markets, said by-law was accordingly read a first time.

17.—The order of the day being read for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 401 re: traffic, said by-law was accordingly read a first time.

On motion of Ald. TETREAU, seconded by Ald. CLEMENT, it was

Resolved: That rule 79 be suspended and that the Council do now proceed to consider said by-law in 2nd and 3rd reading.

The Council thereupon proceeded to consider said by-law in second reading.

And sections 1 and 2 being read, the same were agreed to.

Said by-law was then read a second time

On motion of Ald. TETREAU, seconded by Ald. CLEMENT, it was

Resolved: That said by-law be now read a third time.

Said by-law was accordingly read a third time and agreed to.

On motion of Ald. TETREAU, seconded by Ald. CLEMENT, it was

Resolved: That said by-law be engrossed and presented to His Worship the Mayor and the City Clerk for their signatures.

Ledit règlement est en conséquence lu pour la troisième fois, et il est agréé.

Sur proposition de M. l'échevin TETREAU, appuyée par M. l'échevin CLEMENT, il est

Résolu: Que ledit règlement soit grossoyé et qu'il soit présenté à Son Honneur le Maire et au Greffier de la Cité pour qu'ils y apposent leurs signatures.

18.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2me et 3me lectures un règlement concernant la construction des édifices sur certaines rues, ledit règlement est en conséquence lu une première fois.

Sur proposition de M. l'échevin DRUMMOND, appuyée par M. l'échevin MORIN, il est

Résolu: Que la Règle 79 des Règles du Conseil soit suspendue et que le Conseil procède maintenant à l'étude dudit règlement en deuxième lecture.

Le Conseil procède alors à l'étude dudit règlement en deuxième lecture, et

Les sections 1, 2 et 3 étant lues, elles sont agréées.

Ledit règlement est alors lu une deuxième fois.

Sur proposition de M. l'échevin DRUMMOND, appuyée par M. l'échevin MORIN, il est

Résolu: Que ledit règlement soit maintenant lu une troisième fois.

Ledit règlement est en conséquence lu pour une troisième fois et agréé.

Sur proposition de M. l'Ech. DRUMMOND, appuyée par M. l'échevin MORIN, il est

Résolu: Que ledit règlement soit grossoyé et qu'il soit présenté à Son Honneur le Maire et au Greffier de la Cité pour qu'ils y apposent leurs signatures.

19.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2me et 3me lectures un règlement à l'effet d'amender le règlement No 404 re: Enseignes électriques, ledit règlement est en conséquence lu une première fois.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin LECLAIRE, il est

Résolu: Que la règle 79 soit suspendue et que le Conseil procède maintenant à l'étude dudit règlement en 2e et 3e lectures.

Sur ce, le Conseil procède à l'étude dudit règlement en 2ème lecture.

Et la section 1 étant lue, elle est agréée.

Ledit règlement est alors lu une deuxième fois.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin LECLAIRE, il est

Résolu: Que ledit règlement soit maintenant lu une troisième fois.

Ledit règlement est alors lu pour la troisième fois, et il est agréé.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin LECLAIRE, il est

Résolu: Que ledit règlement soit grossoyé et qu'il soit présenté à Son Honneur le Maire et au Greffier de la Cité pour qu'ils y apposent leurs signatures.

20.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2e et 3e lectures un règlement à l'effet de permettre aux enfants de se servir de patins à roulettes, ledit règlement est en conséquence lu une première fois.

Sur proposition de M. l'échevin TETREAU, appuyée par M. l'échevin CLEMENT, il est

Résolu: Que la règle 79 soit suspendue et que ledit règlement soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la section 1 étant lue, et un débat s'engageant,

Sur proposition de M. l'échevin LARIVIERE, appuyée par M. l'échevin TETREAU, il est

Résolu: Que ladite section soit biffée et remplacée par la suivante:

"Le chef de Police pourra permettre l'usage des patins dans certaines rues et sur certains trottoirs."

Et un débat s'engageant, il est

Résolu: Que la 3e lecture dudit règlement soit suspendue, et que, dans l'intervalle, Son Honneur le Maire soit prié de conférer avec les Avocats de la Cité afin de s'assurer quelles seraient les responsabilités de la Ville dans le cas où ledit règlement serait adopté s'il survenait des accidents.

18.—The order of the day being read for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate buildings on certain streets, said by-law was accordingly read a first time.

On motion of Ald. DRUMMOND, seconded by Ald. MORIN, it was

Resolved: That rule 79 be suspended and that the Council do now proceed to consider said by-law in 2nd and 3rd reading.

The Council thereupon proceeded to consider said by-law in second reading.

And sections 1 and 2 being read, the same were agreed to.

Said by-law was then read a second time.

On motion of Ald. DRUMMOND, seconded by Ald. MORIN, it was

Resolved: That said by-law be now read a third time.

Said by-law was accordingly read a third time and agreed to.

On motion of Ald. DRUMMOND, seconded by Ald. MORIN, it was

Resolved: That said by-law be engrossed and presented to His Worship the Mayor and the City Clerk for their signatures.

19.—The order of the day being read for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 404 re: Electric signs, said by-law was accordingly read a first time.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LECLAIRE, it was

Resolved: That rule 79 be suspended and that the Council do now proceed to consider said by-law in 2nd and 3rd reading.

The Council thereupon proceeded to consider said by-law in second reading.

And section 1 being read, the same was agreed to.

Said by-law was then read a second time.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LECLAIRE, it was

Resolved: That said by-law be now read a third time.

Said by-law was accordingly read a third time, and agreed to.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LECLAIRE, it was

Resolved: That said by-law be engrossed and presented to His Worship the Mayor and the City Clerk, for their signatures.

20.—The order of the day being read for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow children to use roller skates, said by-law was accordingly read a 1st time.

On motion of Ald. TETREAU, seconded by Ald. CLEMENT, it was

Resolved: That rule 79 be suspended and that said by-law be now read a second time.

And section 1 being read, and a debate arising.

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. TETREAU, it was

Resolved: That said section be struck out and replaced by the following: "The chief of Police may allow the use of skates on certain streets, and upon certain sidewalks."

And a debate arising, it was

Resolved: That the 3rd reading of said by-law be suspended, and that, in the mean time, His Worship the Mayor be requested to confer with the Law Department and ascertain the responsibility of the City, for accidents in the event of said by-law being adopted by the Council.

21.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners, re acquisition of the Montreal Water & Power Company, said report

21.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport du Bureau des Commissaires re : Achat de la Cie "Montreal Water & Power"; ledit rapport est renvoyé à la Commission Spéciale nommée au commencement de l'assemblée actuelle pour étudier la question de l'expropriation de ladite Compagnie.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin LECLAIRE,

Le Conseil s'ajourne.

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

RENE BAUSET,
Sous-Greffier de la Cité.

CONSEIL MUNICIPAL

ASSEMBLEE SPECIALE DU 16 JANVIER 1911.

ORDRE DU JOUR.

RAPPORT.

1. Bureau des Commissaires. — Re résignation de M. V. Morin, N. P. (22 décembre.)

MOTION

2. Mayrand. — Re notaires de la Ville. (22 décembre.)

REGLEMENTS.

3. 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 270, concernant la voirie. (21 février.) (Dandurand.) (Imprimé.)
4. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'exproprier la Compagnie "Montreal Water & Power Co." (14 février.) (N. Lapointe.)
5. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement codifiant les règlements re taxes. (21 février.) (L. A. Lapointe.)
6. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant les règlements Nos 49 et 362 re voûtes. (21 février.) (Robinson.)
7. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 395, concernant la vente des journaux. (Tétreau.) (13 Juillet.)
8. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement re salles de vues animées. (Dandurand.) (13 Juillet.)
9. 1re, 2ème et 3me lecture d'un règlement régissant la construction des édifices sur certaines rues. (Leclaire) (20 octobre.)
10. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No. 313 re taxes. (2 septembre.) (Tétreau.)
11. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 352 concernant les égouts. (2 septembre.) (Tétreau.)
12. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 356 concernant les marchands d'effets d'occasion. (2 septembre.) (Tétreau.)
13. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 296 concernant les marchés. (17 octobre.) (Deguire.)
14. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 163 concernant les cochers de place. (28 octobre.) (Lapointe, L. A.)

was referred to the Special Committee appointed at a previous stage of the present meeting to consider the question of the expropriation of said Company.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LECLAIRE,

The Council adjourned.

L.-O. DAVID,
City Clerk.

RENE BAUSET,
Asst.-City Clerk.

CITY COUNCIL

SPECIAL MEETING OF JANUARY 16th, 1911.

ORDER OF THE DAY.

REPORT.

1. Board of Commissioners.—Re resignation of Mr. Victor Morin, N. P. (22nd Dec.)

MOTION

2. Mayrand.—Re City Notaries. (22nd Dec.)

BY-LAWS.

3. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No 270 re streets. (21st February.) (Dandurand.) (Printed.)
4. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to expropriate the Montreal Water and Power Co. (14th February.) (N. Lapointe.)
5. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to codify by-laws re taxes. (21st February.) (L. A. Lapointe.)
6. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws Nos 49 and 362 re vaults. (21st February.) (Robinson.)
7. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No 395 concerning sale of newspapers. (Tétreau.) (13th July.)
8. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law re moving picture establishments (Dandurand.) (13th July.)
9. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate the erection of buildings in certain streets. (Leclaire). (20th October.)
10. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 313 re taxes. (2nd Sept.) (Tétreau.)
11. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 352 re sewers. (2 Sept.) (Tétreau.)
12. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 356 re second hand dealers. (2nd Sept.) (Tétreau.)
13. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 296 re markets. (17th Oct.) (Deguire.)
14. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 163 re cabmen. (28th Oct.) (Lapointe, L. A.)

15. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet de permettre aux enfants de se servir de patins à roulettes. (28 octobre.) (Tétreau.)
16. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant la construction des édifices sur le Parc Valois. (28 octobre.) (Mayrand.)
17. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour un emprunt de \$5,000,000 pour la construction de conduits souterrains. (27 septembre.) (Lapointe, L. A.)
18. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour un emprunt de \$1,000,000 pour former un capital de roulement (14 novembre.) (Lapointe L. A.)
19. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour un emprunt de \$1,000,000 pour l'agrandissement de l'aqueduc. (14 novembre.) (Lapointe, L. A.)
20. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour un emprunt de \$4,500,000 pour certains travaux, etc., (14 novembre.) (Lapointe, L. A.)
21. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour un emprunt de \$1,500,000, pour l'établissement d'une usine de filtration (14 novembre.) (Lapointe, L. A.)
22. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 367 re taxe d'eau. (21 Novembre.) (Leclaire.)
23. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour régler la circulation dans l'Avenue Westmount. (21 Novembre.) (Prud'homme.)
24. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour amender le règlement No 272 re Inspecteur de la Cité. (22 Oct.) (Lapointe, L. A.)

SUR LE BUREAU

Rapport du Bureau des Commissaires.—Re fret. (28 novembre.)

Rapport du Bureau des Commissaires. — Re Egoût dans la rue Vinet. (30 Dec.)

Demande de Maurice Loranger, pour position de Notaire de la Ville. (30 Déc.)

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

15. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow children to use roller skates. (28th Oct.) (Tétreau.)
16. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate buildings on Park Valois. (28th Oct.) (Mayrand.)
17. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for a loan of \$5,000,000 to construct underground conduits. (27th Sept.) (Lapointe, L. A.)
18. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for a loan of \$1,000,000 for working capital. (14th Nov.) (Lapointe, L. A.)
19. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for a loan of \$1,000,000, for enlargement of aqueduct. (14th Nov.) (Lapointe, L. A.)
20. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for a loan of \$4,500,000, for certain works, etc. (14th Nov.) (Lapointe, L. A.)
21. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for a loan of \$1,500,000, for a filtration plant. (14th Nov.) (Lapointe, L. A.)
22. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend No 367 re water rate. (21st Nov.) (Leclaire.)
23. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate traffic in Westmount Ave. (28th Nov.) (Prud'homme.)
24. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No 272 re City Surveyor. (22nd Dec.) (Lapointe, L. A.)

ON THE TABLE

Report of Board of Commissioners. — Re freight. (28th Nov.)

Report of Board of Commissioners—Re sewer in Vinet St. (30th Dec.)

Application from Maurice Loranger, for the position of City Notary. (30th Dec.)

L. O. DAVID,
City Clerk.



AVIS PUBLIC

Règlements Nos 418, 419, 420,
421 et 422

Avis public est par les présentes donné que le Conseil desdés la Cité de Montréal, en vertu des pouvoirs que lui confère la charte de ladite Cité, a adopté les règlements suivants: Règlement No. 418 concernant la construction des bâtiments sur la rue Bishop; Règlement No. 419, concernant la construction des bâtiments sur la rue Angers entre la rue LaSalle et l'avenue de l'Eglise; Règlement No. 420 amendant le règlement No. 401 concernant la circulation des voitures; Règlement No. 421 concernant la construction des bâtiments sur le boulevard Rosemont et sur la rue Pie IX; Règlement No. 422 amendant le règlement No. 404 concernant les contributions foncières, etc.

R. BAUSET,

Sous-Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de Ville,
Montréal, 12 Janvier 1911.



PUBLIC NOTICE

By-Laws Nos 418, 419, 420
421 and 422

Public Notice is hereby given that the Council of the City of Montreal, in virtue of the powers conferred upon it by the Charter of the said City, has adopted the following By-laws: No. 418, concerning the erection of buildings on Bishops St.; By-law No. 419 concerning the erection of building on Angers St. between LaSalle St. and Church Ave; By-Law No. 420 to amend by-law No. 401 concerning street traffic; By-Law No. 421 concerning the erection of buildings on Rosemont Boulevard and Pie IX St.; By-law No. 422 to amend by-law No. 404 concerning assessments, etc.

RENE BAUSET,

Asst. City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall,
Montreal, 12th January 1911.



CITE DE MONTRÉAL

EGOUTS

Avis Public est par le présent donné que l'on se propose de construire immédiatement des égouts dans les rues suivantes, savoir:

Désery, à partir de la rue Ontario à la rue Nolan et la rue Forsyth à partir de la rue Désery à la rue St-Germain.

L'Avenue du Boulevard, à partir de la rue Décarie, via le chemin St-Luc, à la limite de Westmount.

Les propriétaires qui désirent faire des raccordements devront en donner avis à l'inspecteur de la Ville sans retard.

Le tout suivant le règlement No. 298, concernant les égouts.

STUART HOWARD,
Sur. des Egouts.

Bureau de l'Inspecteur de la Cité,
Hôtel-de-Ville
Montréal, 13 Janvier 1911.



CITÉ DE MONTRÉAL

Soumission pour Egoût

Des Soumissions cachetées adressées au bureau des Commissaires, seront reçues à leur bureau à l'Hôtel-de-Ville, jusqu'à midi, vendredi, le 20 janvier 1911, pour la construction d'un égout de 2 x 3 pieds, dans les rues ci-dessous mentionnées avec les raccordements nécessaires suivant les profils et devis que l'on peut voir au bureau du Surintendant des égouts, à savoir: l'Avenue du Boulevard de l'avenue Décarie, via le chemin St-Luc, à la limite de Westmount.

Les soumissions seront ouvertes par les Commissaires, en présence des intéressés à leur assemblée régulière, dans leur salle de réunion, à midi, vendredi le 20 janvier 1911.

La plus basse ou aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Toutes informations requises seront fournies au bureau du Surintendant des égouts. Le tout suivant le règlement 298.

Par ordre du Bureau,
L. N. SENEAL,
Secrétaire.

Bureau des Commissaires,
Hôtel de Ville.
Montréal, le 10 janvier 1911.



CITY OF MONTREAL

SEWERS

Public notice is hereby given that it is proposed to construct in the indermentioned streets namely .

Desery street, from Ontario to Nolan and Forsyth from Desery street.

Boulevard avenue, from Décarie avenue, via St. Luke Road, to the limits of Westmount.

The proprietors wishing connections must notify the City Surveyor at once.

All in accordance with by-law No. 298 concerning sewers.

STUART HOWARD,
Supt. of Sewers.

City Surveyor's Office,
City Hall.
Montreal, Jan. 13th 1911.



CITY OF MONTREAL

Tenders for Sewers

Sealed Tenders addressed to the Board of Commissioners, will be received at their office, City Hall, until noon, Friday, January 20th 1911, for the construction of a 2 x 3 feet sewer in the undermentioned streets, with the necessary connections, according to the sections and specifications on view in the office of the Superintendent of Sewers viz: Boulevard avenue, from Décarie avenue, via St. Luke Road, to the limits of Westmount.

The tenders will be opened by the Commissioners, in the presence of the interested parties, at their regular meeting, in their Board room, at twelve o'clock, noon, on Friday, January 20th, 1911.

The lowest or any tender will not necessarily be accepted.

All information required will be given at the office of the Superintendent of Sewers, the whole in accordance with By-Law 298.

By order of the Board,
L. N. SENEAL,
Secretary.

Commissioners' Office,
City Hall.
Montreal, January 10th 1911.

PERMIS DE CONSTRUCTION.—BUILDING PERMITS.

Decernés durant la semaine finissant le 12 Janvier 1911.

Issued during the week ending the 12th January 1911.

Date.	No. du Permis. 1911	Endroit.—Location		Quartier. Ward.	Propriétaire. Owner.	Résidence Residence	Classe. Class.	Coté. Cost.
		No.	Rue.—Street.						No.—Cadast.
Jan. 4	5 N		Orchard	3616	Emard	T Pellegrine	1539 Notre Dame	3me Cl. \$ 1000
" 4	6 N		Emma	1355-14	St Marie	A Léveillée	22 Fullum	" 1300
" 4	7 R	563	Ste Cath'ne O.	1472	St Georg's	Snc J Pratt	72 St Jacques	" 3000
" 4	8 N		B. de Boulogne	135-136-137	Bordeaux	M Galarneau	1889 St Denis	" 1000
" 4	9 N		Rose Delma	2020	St Henri	A Pilon	1680 Notre D-me	" 10
" 4	10 N		Sanguinet	142	Laurier	Ed Traham	1272 St Laurent	" 6000
" 4	11 N		Hochelaga	118	Hochelaga	Z O'Brien	449 DeLevis	" 100
" 4	12 N	2507	E-planade	Pt 11-849	Laurier	Mrs Couvrette	St Laurent	" 4000
" 4	13 N		Madison Ave.	162	N D de Grâces	J G Elliott	103 Irvine	" 2000
" 10	14 R	26	Prince Arthur	Pt 825	St Louis	H Coh-n	26 Prince Arthur	" 600
" 10	15 N		Parc Molson	208	St Denis	A Berthiaume	532 Chambord	" 315
" 10	16 N		do	208-51	St Denis	A Lelanc	35 Ave Archambault	" 225
" 10	17 R	28	Mance	Pt 259	St Louis	Geo Gagnon	Ste Catherine O.	" 75
" 10	18 N		Descelles	25-48	Mt Royal	Z Cloutier	214 Descelles	" 2000

NOTE.—Les bâtiments de la première classe sont complètement à l'épreuve du feu, ceux de la deuxième classe sont avec murs en pierre ou brique, avec plancher et toiture en bois, ceux de la troisième classe sont les bâtiments en bois lambrissés en brique et tous autres bâtiments en bois.

NOTE.—Buildings of the first class are entirely fireproof, those of the second class are with brick or stone walls, with wooden floors those of the third class include wooden buildings cased with brick and all other wooden buildings.

N.—Nouveaux édifices.—New buildings
R.—Réparations.—Alterations

ALEX. DÉCARIE.
Pour l'inspecteur des Edifices — For Building Inspector

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS—TRANSFERS OF PROPERTIES

MONTREAL—EST

MONTREAL—EAST.

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre.—a—Descript. Price.
LaFontaine.	80279	28 Déc.	1910	L. Godin	Dme P. Bilaudeau	1072	1674	Beaudry	B 3500 00
do	80280	28 do	22 do	Dme O. Lemire	E. Deniger	846-7	26 0	St. Hubert	B 16500 00
St. Louis	8028	28 do	26 do	P. Michael	L. Saxe	641	2814	DeMontigny	B 16500 00
St. Marie	80284	28 do	5 do	L. Reinhardt jr.	J. Finestone	1287	4-00	Chausée	L 1 00 00
St. Laurent.	80289	28 do	2 do	J. Steinberg	P. Popliger	107-C-1 & 2, 107-A.	15917	St. Urbain	L 1 100 00
LaFontaine.	80290	28 do	6 do	E. Silverman et al.	B. Newman	1202-67	1400	Rivard	B & cons d. 2400 00
St. Louis	80291	28 do	12 do	Le Protonotaire	L. Vineberg et al.	P.N. 34	2003	Cadieux	B 564 00
Papineau	80296	28 do	24 do	Geo Rattelade	L. P. Durocher	1225-107	1748	Cartier	B 2000 00
LaFontaine	80299	28 do	19 do	L. Gold	L. Crivier	1211-69 & 70	5300	Mentana	B 12000 00
St. Laurent	80302	28 do	23 do	Dme P. McHugh	J. H. Maher	237	1235	Ste. Catherine	B 12 00 00
Papineau	80307	30 do	19 do	C. M. ssier	P. Lepains	1224-39	1886	Dumont	L 525 00
St. Louis	80311	30 do	21 do	L. Sacks	M. Sacks	641	2814	D. Montigny	B 16500 00
St. Louis	80313	30 do	28 do	Dme J. A. Besner	Dme A. Rubin	6-4	1838	Cadieux	B 736 00
St. Marie	80315	30 do	21 do	A. Frenette	Dme T. Riopelle	1292-57	7124	Chaussée	L 14000 00
St. Jacques	83319	30 do	9 do	Dme M. G. Edson	Dme J. Boucher	431-11	2385		B 6 00 00
Papineau	80320	30 do	27 do	I. Marsolais et al.	O. Robitaille	1225-64	1924	Dorion	L 14000 00
St. Laurent	80321	30 do	12 do	H. J. Tellier	J. A. Richard	99-2	3348	Sherbrooke	B 2000 00
Papineau	80324	30 do	23 do	H. Dessy	J. Levesque	P E 1145-65	1600	'apineau	B 50 00 00
St. Laurent	80326	31 do	26 do	W. H. Tapleq	G. F. MacDonald	169-2	1350	Platt	B 5000 00
do	80328	31 do	29 do	D. A. Ausel	J. E. Wilder	P. 176	6793	Sherbrooke	B 5500 00
LaFontaine	80332	31 do	28 do	U. Dubriel	E. A. St. Marie	880-6	2097	St. André	B 24 00 00
St. Laurent	80337	5 Jan.	20 do	Urquhart	J. E. Wilder	174	3977	Bleury	L 1950 00
St. Marie	80340	4 do	29 do	G. Gilbert	J. O. D'Aragon	1245	4000	De'orimier	L 25 50 00
St. Laurent	8341	4 do	23 do	H. A. Devers et al.	L. Moscovitch	134	4155	St. Laurent	L 4300 00
St. Marie	80351	5 do	1 do	C. Bourdon	Dme J. Dupuy	N.O. 1359-56	9960	Margie Anne	B 6000 00
St. Louis	80358	5 do	29 do	J. D. Cameron et al.	L. Cantor et al.	1049-23 etc	2766	St. Dominique	L 2300 00
do	80366	5 do	22 do	A. Goldsmi'h et al.	M. Dobrofsky	854	2100	Colonial	B 2675 00
do	80367	5 do	5 Jan. 1911	M. Dobrofsky	T. Hamelin	854	2100	do	B 33000 00
do	80368	5 do	29 do	J. M. Fortier	Le Club St. Denis.	898A etc	12574	Sherbrooke	B 6000 00
St. Louis	80370	7 do	22 déc. 1910	J. Fineberg et al.	J. Flose	978	377	St. Dominique	B 9000 00
St. Jacques	80372	7 do	3 Jan. "	H. Poirier	Delle R. A. Daoust	641 etc	3408	Montcalm	B

MONTREAL—OUEST

MONTREAL—WEST.

St. André	14977	9 Déc.	1910	22 déc. 1910	T Starr	Nat. Investment Co.	P.N.O 1628 E.	3600	St. Catherine	B 15000 00
do	14974	29 do	29 do	29 do	C. Ault et al.	Dme H. F.uteaux	1639-70	2840	Dorch-ster	B 4200 00
St. Joseph	149780	29 do	23 do	22 do	Suc. A. Dépatie	A. W. D. Howell	515	1579	Versailles	R 3250 00
St. Anne	149781	29 do	22 do	22 do	R. Doert	I. O. Oakley	503	3750	Menai	B 1 00 00
St. George	149782	29 do	1 nov. 1910	21 do	J. A. Jacobs	M. A. Vineberg	L. 1456, 1457-1	19270	St. Catherine	B 1000 00
St. Anne	149789	29 do	24 déc. 1910	27 do	Dme A. F. C. Ross	Miss M. A. Wait	288	7088	Congrégation	L 6000 00
St. George	149790	3 do	21 sept. 1910	31 do	D. Glen	H. Gat-house	1131	105	Hanover	B 15500 00
St. Joseph	149800	3 do	31 do	31 do	E. Labrèche	P. Vanier	77 & 78.	4800	Quesnel	R 1 00 00
Ouest	149801	4 do	30 do	30 do	Miss E. Beandry	Ed. M. Renouf	36	2495	St. Paul	B 2675 00
St. Joseph	149805	5 do	28 do	28 do	Dme J. Stryde	Can. Transfer Co Ltd.	P. 869	3570	Pea Lane	L & cons-id. 3805 00
St. Anne	149809	5 do	30 do	30 do	T. McGovern et al.	J. Siwick	1003	5112	Richardson	B 1800 00
St. George	149811	5 do	29 do	29 do	J. Whelan	Can. Sugar Ref.	757	2876	Richardson	B 18500 00
					Est. J. J. Arnton	R. P. Adams et al.	1822-3 & 2.	9340-1	Prince Arthur	B

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*

HOCHELAGA ET JACQUES-CARTIER. — (*Suite—Continued.*)

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— a—Descript. L	Prix Price.
St. Denis	183014	29 déc. 1910	22 déc. 1910	A. Viau	E. Boivin	488-129 A	2125	Boyer	B	\$ 1200
Emard	183015	29 do	28 do	J. A. Aumais	Dame L. Duchesne	4669-5B		5 Ave.	L	\$ 1
Laurier	183016	29 do	22 oct. 1909	R. A. Girard	La Ville de St. Louis.	P. 90A, etc	382	St. Laurent	L	\$ 1604
do	183018	29 do	22 déc. "	D. LeSiège	do	P. 84	355	do	B	355
do	183019	29 do	23 do	O. Latreille	A. S. Archambault	P. 14-201	2622	Mance	B	7600
St. Denis	184020	29 do	19 " 1910	F. Latreille, fils	O. Latreille	2630-4	1750	St. Hubert	L	Consid.
DeLorimier	183027	29 do	28 do	D. Desnoyers	A. Picard	153-315	1850	Cartier	B	\$ 4000
St. Henri	183029	29 do	7 juil. "	A. Legault	A. Legault, père et al.	1705-236	2338-9	Delinelle	B	7000
Hochelaga	183036	29 do	27 déc. "	J. Godbout, fils	H. Jante et al.	148-1983-1, etc.	6000	Brown	L	1800
DeLorimier	183037	29 do	29 do	R. Mercure	Z. Martel	½ S. O. 11-68, etc	3575	Parthenais	L	1700
Laurier	183038	29 do	28 do	W. Duquette	J. F. X. Trottier	12-18-16, etc	5500	Ave du Parc	L	3200
Hochelaga	183040	29 do	27 do	C. Houlzet	L. Bergevin	29-547	2280	Davidson	L	450
St. Jean	183041	29 do	27 do	C. Jeanneau	C. Roger	15-675, etc.		" Drolet	L	5800
Baptiste	183043	29 do	4 do	A. Blanchard	D. H. T. Berthwick	P. N. O. 153-156	3290	Papineau	L	1244
DeLorimier	183046	29 do	19 do	Montreal Investment & Freehold Co.	T. E. Mason	½ N. O. 12-21-3	2762		L	87 62 & consid.
Papineau et	183053	29 do	28 do	M. Laporte	J. N. Lacasse	153-281	1850	Dorion	L	\$ 3300
DeLorimier	183057	29 do	28 do	N. Desjardins	F. X. Charbonneau	P. 34	2720	lark	B	16500
Laurier	183063	29 do	27 do	A. Doré	W. Legault	P. 3407-253, etc.	2438	Maisonneuve	L	350
St. Paul	183070	29 do	27 do	W. Legault	J. B. Barbeau	P. 3407-252		do	L	525
do	183071	29 do	28 do	Cie des Terrains Suburbains de Montréal	Dama W. Foucrault	3962-3, etc.	2880	de l'Eglise	L	1000
Laurier	183080	30 do	5 nov. "	Succ. R. G. Reett	La Ville de St. Louis	12-1-13	5000	Ave du Parc	L	3250
do	183081	30 do	13 déc. "	J. D. Langevin	X. Charbonneau	10-373	12794	St. Laurent	L	9597 50
do	183082	30 do	28 do	X. Charbonneau	N. Desjardins	10-373-1, etc.		do	L	11000
DeLorimier	183086	30 do	1 do	Ideal Saving Loan	J. M. Larose	161-1114	3800	Chabot	L	600
Laurier	183088	30 do	13 do	A. Baby	P. Aunchman	½ S. E. 12-8-15	2762	Ave du Parc	B	6500
Notre Dame de Grâces	183090	30 do	16 do	West End Land Co.	H. A. Hamilton	162-379, etc.	5300	Madison	L	650
do	183091	30 do	17 do	do	A. Allebone	162-270		" Ave Madison	L	800
do	183100	30 do	16 do	Succ. J. C. Watson et al	J. J. O'Connor	51-19, etc.	9450		L	300
Laurier	183101	30 do	19 do	Montreal Investment & Freehold Co.	J. A. Joly	12-19-22	5000	Mance	L	800
do	183102	30 do	20 do	F. Gobeille	W. T. Heney	½ S. 11-707	2200	Waverly	L	500
Rosemont	183103	30 do	22 do	J. E. Molson	Delle F I Ferguson	206-11	20223	Harbour	L	575
St. Denis	183106	30 do	23 do	do	P. Sephton	208-65	5718	DeLorimier	L	450
Notre Dame de Grâces	183107	30 do	28 do	Montreal Investment & Freehold Co.	C. A. Walker	171-219	2050	Milton	L	400
Laurier	183108	30 do	28 do	Geo. Lemelin et al.	H. E. Trudeau	12-25-35	5525	Ave du Parc	B	2250 05
St. Jean	183110	30 do	29 do	J. M. Jeal	M. Barnaby	15-893	1440	Drolet	B	2900
Baptiste	183116	30 do	27 do	S. Plante	A. Gignère	209 58	6000	St. Denis	B	4500
St. Gabriel	183117	30 do	27 do	A. Giguère	S. Plante	P. N. O. 3335-3	1500	Charlevoix	B	6000
St. Denis	183118	30 do	26 do	G. Mattalice	N. Birtz dit Desmarteau	½ N. O. 8-212	2750	Cowan	L	500
Notre Dame de Grâces	183128	30 do	30 do	M. J. L'Ecuyer	H. Guertin	52-68	6886	St Charles	L	1373
St. Henri	183135	30 do	10 do	A. Charlebois	L. de C. A. Charlebois	P. 1716	2610	Lacasse	B	2500 50
St. Denis	183137	30 do	7 do	Communauté des Frères de l'Instruc- tion Chrétienne	N. Lamontagne	339-352	2575	Fabre	B	512
Laurier	183139	30 do	27 do	M. Failin	M. G. Edson	12-10-55	1890	Fairmount	B	9000
do	183140	30 do	23 do	M. G. Edson et al.	P. Aunchman	P. 12-10-55		do	B	9700
Emard	183144	30 do	30 do	C. Hamel	A. Legault	11-1085	5000	St. Urbain	L	1100
do	183145	30 do	30 do	Cie des Terrains de la Banlieue de Montréal	N. Carrière	3912-187	4100	Beaulieu	B	1600
St. Denis	183147	30 do	10 do	V. Morin	T. Héту	7-824	2725	St. Hubert	B	700
Laurier	183148	30 do	30 do	Gunn, Langlois, Ltd.	E. Morin	P. S. R. 10-350, etc.	4800	Lorette	B	4900
Hochelaga	183151	30 do	30 do	Succ. H. Hogan	N. Therrien	148-2222, etc.	4000	Hogan	L	326 40
Longue Pointe	183156	31 do	24 do	G. Vinet	A. Laurin	390-111 etc	16920	St George	L	1800
do	183158	31 do	23 do	E. Roy	P. Cazalais	4 9-75 & 76.	5000	Ave Gauthier	L	925
St. Denis	183157	31 do	28 do	Cie des Terrains du Parc Amherst	E. Foisy, fils	488-157A	2125	Bayrée	L	150
Longue Pointe	183169	31 do	29 do	P. Bilaudeau	E. Clément	407-1025	1500	Vinet	L	156
St. Henri	183174	31 do	28 do	J. M. Dorion	O. Constantineau	2099, etc.	10800	St. Emelie	B	24000
St. Gabriel	183176	31 do	21 do	Isaac Newmarch	L. C. Newmarch	P. E. 3142	1809	Bourgeois	B	Consid.
do	183177	31 do	21 do	I. C. do	G. S. Fleming	do		do	B	\$ 1700
St. Denis	183178	31 do	20 do	Midland Park Land Co.	Dame E. Langstaff	287-32	2185	Public Road	L	205
Hochelaga	183179	31 do	17 do	Succ. H. Hogan	J. Roy	148-2292	2000	Montgomery	L	204
St. Denis	183185	31 do	22 do	St. Michel Road Co.	P. McEvoy	211-2 à 4.	10339	Papineau	B	1600
Laurier	183186	31 do	28 do	D. W. Swinton	I. Trudeau	P. N. O. 11-739	1892	Waverly	B	4200
Ahuntsic	183188	31 do	30 do	Succ. G. Ross	Dame J. B. Pelouquin	240-7 etc		"	L	28925
Emard	183200	31 do	30 do	O. Roberts	Delle J. Desforges	3912-25 etc	4100	Davidson	B	2150
Laurier	183208	31 do	29 do	O. Massioctte et al.	D. Hupe	½ S. E. 11-360	2100	Clarke	B	3700
do	183212	2 janvier 1911	31 do	A. Berthiaume	J. H. Laing	½ N. 12-22-4, etc	4650	Mance	L	1450
Emard	183217	3 do	17 do	Cie des Terrains de la Banlieue de Montréal	W. Lussier	3912-639	2050	Davidson	L	225
Duvernay	183318	3 do	15 do	G. Zudisk et al.	J. Lizzet	8-161-2	1280	Mentana	B	5000
DeLorimier	183220	3 do	18 nov. "	L. Co-beil	I. Denis	P. 153-161D	3510	Papineau	L	1950
St. Jean	183222	3 do	30 déc. "	J. Boyer et al.	W. J. Proulx	15-58, etc	3200	Berri	B	4500, 2000 d'hyp.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*

HOCHELAGA ET JACQUES-CARTIER. — (*Suite—Continued.*)

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number	Date de l'enregist. Date of registration.	Date du Contrat Date of Deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue Street.	Genr.—e.—Descrip	Prix. Price
Rosemont	183223	3 janvier 1911	30 déc. 1910	Daoust Realty Ltd.	F Watchorn	192-1209	4100	Letourneaux	L	\$ 208
do	183224	3 do	30 do	do	F Langevin	192-1203	12300	do	L	624
Laurier	183225	3 do	30 do	J R Dagenais	Dme F St Louis	12-17-12	5500	Ave du Parc	B	8400
Delorimier	183226	3 do	31 do	Dme W Langlois	L Harbee	153-176	1610	Simard	B	2800
Laurier	183227	3 do	3 jan. 1911	La Cie Carrière & Frères Ltd.	L Ethier	12-12-6	5500	Ave du Parc	L	5100
Bordeaux	183228	3 do	23 déc. 1910	G Cousineau	J H Maher	331	30 ar- pents		L	Consid.
St Jean	183235	3 do	30 do	J Goodmer	J L Delorme	230, etc	4053-6	St Dominique	B	\$ 5500
Mont Royal	183241	3 do	21 do	T Lamb	A H Woodl. y	156-68	11000	Cedar Crescent	L	2420
St Denis	183252	4 do	28 do	W Maille	M Zeilicovici	7-2-9	5450	St Hubert	B	9100
Laurier	183257	4 do	23 do	D Mascovitch	L Moscovitch	P 137-1	2300	St Dominique	B	11000
Notre Dame de Grâces	183263	4 do	14 do	J A O'Gilvy Sr.	Benj J Boyer	P S E 64	349600		L	25000
Mont Royal	183264	4 do	10 oct. "	F X Roy	J Bte Dupré	27-75, etc	7500	Lacombe	L	2700
Notre Dame de Grâces	183265	4 do	29 do	R Legault	O Lavoie	177-92	2250	Old Orchard	L	440
do	183266	4 do	23 nov. "	O Lavoie	J O Nantel	do	4350	do	L	469 55
St Denis	183270	4 do	30 déc. "	T Girard	J Forget	489-15		Labelle	L	600
St Jean	183272	4 do	31 do	E Rodier	U Lachance	164	2880	Colonial	L	2000
Notre Dame de Grâces	183275	4 do	30 do	François Villeneuve	M Block	171-87, etc	8200	Regent	B	12000
St Henri	183278	4 do	23 do	St Henry Land Coy	A R Moquin	1704-261	2500	Palm	L	500
Emard	183284	5 do	27 oct. "	H Mailloux et al	Y Lamontagne	P S 3377	2250	Beaulieu	B	2500
St Denis	183285	5 do	2 déc. "	R Lefebvre	A A Savage	5-538A	2375	Boyer	L	104 0
Laurier	183286	5 do	27 do	W T Henry	J A M Pesant	N 12-18-6	2750	Ave du Parc	L	1800
St Denis	183290	5 do	5 jan. 1911	St Denis Land Coy	J O LaMadeleine	N O 8-203		Cowan	L	206 25
St Henri	183292	5 do	4 do	E Lavoie	L Hamelin	1703-109	3292	Notre Dame	L	2800
Emard	183298	5 do	19 déc. 1910	P Hébert	E Poirier	3657	10320	Hamilton	L	1000
do	183299	5 do	30 do	La Cie des Terrains Suburbains de Montréal	J Deslaurier	3930-48	4000	2ème Ave	L	600
Notre Dame de Grâces	183305	5 do	30 do	Ross Realty Coy	H Rees	171-269, etc	4875	Evans	L	1 & consid.
Emard	183306	5 do	30 do	Applemount Land Co.	O Vanier	3616-607	2000	Jarry	L	\$ 386 75
do	183307	5 do	30 do	do	Ovila do	3616 606		do	L	265
do	183308	5 do	30 do	do	Z Gendron	3616-555	1818	do	L	400
St Denis	183313	5 do	4 jan. 1911	Dme H. Paradis	A Charest	330-58	1680	Chambord	B	3600
do	183314	5 do	25 déc. 1910	Cie des Terres Parc Amherst	E Nadon	488-502	3250	Amherst	L	560
St. Paul	183320	5 do	3 jan. 1911	Canadian Carb Coy	Can Carb Coy Ltd	3319-3 & 4	4241	Dufferin	L	1 & consid.
Hochelaga	183321	5 do	5 do	Dme C Lalumière	A Richard	1 ind 39	3373	Dezery	B	do
Laurier	183324	5 do	5 do	L Rolland	Geo B St Pierre	N O 12-1-36	2500	Hutchison	B	\$ 8250
do	183325	5 do	3 do	J E Trottier	G Monast	N E 12-18-16	2750	Ave du Parc	L	1600
Hochelaga	183326	5 do	17 déc. 1910	H Hogan	A Nantel	148-2157	4124	DeLevis	L	885 57
Laurier	183334	5 do	31 do	R W Law	S A Agneau	10-399-1	12794	St Dominique	P	3200
do	183336	7 do	4 jan. 1911	A E Fraser	Geo Lebel	S E 12-16-30	2500	Mance	L	1300
do	183338	7 do	4 do	A Beaudoin	I N Tucker	15-10, etc	5193-4	do	B	15600
Notre Dame de Grâces	183353	7 do	5 do	C J Brown	H R Hale	189-187-1, etc	3534	Grey Ave	L	7000
Hochelaga	183355	7 do	3 do	Suc H Hogan	L Guay	148-2263	2000	Hochelaga	L	211
do	183356	7 do	17 déc. 1910	do	J Garandel	148-2503	1875	Montgomery	L	202 50
Emard	183357	7 do	6 do	Orchard Grove Land	A Goulet	3616-41	1374	Orchard Grove	L	400
St Denis	183360	7 do	19 nov. "	Chrystal Spring Land Coy	R G Sanche	2645-180	1375	Berri	L	250
St Jean	183361	7 do	19 déc. "	A Blouin	L Famelart	15-299	1375	Rivard	B	5700
Baptiste	183366	7 do	9 do	Rose Montreal Land & Improvement Co.	F Brien	172-1732	6570	Holt	L	725
St Henri	183367	7 do	5 jan. 1911	Dme L Deneau	E Leduc, Sr.	1163	3680	Agnes	B	5200
do	183372	7 do	5 do	Dme S Bray	A E Prud'homme	1879	2907	St Jacques	B	\$1 et consid., \$8000 d'hyp. \$300
Mont Royal	183373	7 do	7 do	A Savage	L Bélanger	25-6	7900	Swail	B	3000
Notre Dame de Grâces	183386	7 do	30 déc. 1910	Dme J Derby	Pat Ryan	174-331	2200	Melrose	L	Consid.
do	183387	7 do	5 jan. 1911	The Montreal Invest- ment Freehold Co.	T G Arrowsmith	170-393	4906	Sherbrooke	L	\$ 1187 04
St Denis	183389	7 do	29 déc. 1910	R T Candlish	J H Preston	329-16	8000	Dufferin	B	2150
do	183790	7 do	23 do	J Versailles	J B Baillargeon	7-480	2175	St André	B	2400
do	183394	7 do	28 do	J B Baillargeon	F Rho	do		do	B	20 0
do	183795	7 do	29 do	T Rho	H Ledoux	do		do	B	2700
Duvernay	183389	7 do	21 do	A C Brouillette	J E Brouillette	7-63	960	Dufferin	B	3000

P. TERRAULT,

Régistrare de la Ville.—Registrar.
Par A. SAUVÉ.

{ B—Bâtisse : Building.
L—Lot : terrain vague

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉ

HOCHELAGA ET LAURENTIEN

Année	Mois	Journal	N ^o de l'acte	Particuliers	Montant	Particuliers	Montant	Particuliers	Montant
1900	Jan	1	1000	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	2	1001	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	3	1002	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	4	1003	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	5	1004	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	6	1005	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	7	1006	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	8	1007	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	9	1008	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	10	1009	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	11	1010	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	12	1011	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	13	1012	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	14	1013	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	15	1014	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	16	1015	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	17	1016	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	18	1017	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	19	1018	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	20	1019	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	21	1020	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	22	1021	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	23	1022	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	24	1023	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	25	1024	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	26	1025	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	27	1026	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	28	1027	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	29	1028	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	30	1029	...	...	...	...	...	...
1900	Jan	31	1030	...	...	...	...	...	...

THE MUNICIPAL BANK OF MONTREAL
 1000, RUE ST-JACQUES, MONTREAL, QUEBEC
 CAPITAL PAIE EN MONNAIE CANADIENNE DE CINQ CENT MILLE DOLLARS
 LE 15 JANVIER 1900